



L'appât du grain

L'agrobusiness - Quels enjeux
pour l'agriculture paysanne ?

Novembre 2012

Sous la coordination de Carmelina Carracillo et François Delvaux



ENTRAIDE &
FRATERNITE



Sommaire

Edito - Tourner la page de l'agrobusiness

Par José Bové

page 3

Préface - L'agrobusiness : modèle de développement ou menace pour la sécurité alimentaire ?

Par Marc Dufumier

page 5

L'agrobusiness ou l'imposture du développement : l'exemple de la révolution verte en Afrique

Par François Delvaux

page 9

Des voix discordantes en faveur d'une autre voie

Par François Delvaux

page 25

Agrobusiness au Guatemala : impacts sur l'agriculture paysanne, les femmes et la production alimentaire

Par Juan Pablo Ozaeta

page 40

Paysannes, commerce international et souveraineté alimentaire

Plaidoyer - Le Monde selon les Femmes

page 45

Crédit Photo couverture :

© photopaul65 / www.fotosearch.fr

Mise en page : www.asolar-communication.be

Business as usual : basta !

L'agrobusiness a profité des mécanismes d'ouverture et de dérégulation des marchés pour grandir et s'imposer. Il est en passe de figurer parmi les principaux acteurs de développement. Une révolution verte est à nouveau prônée pour résoudre les problèmes de la faim et de la pauvreté sévissant sur le continent africain.

Pourquoi et comment de telles manipulations et récupérations sont-elles possibles ?

N'y a-t-il vraiment aucune alternative ?

Dans ce document, nous donnons à voir les mécanismes par lesquels les groupes de l'agrobusiness sont autorisés à s'accaparer les ressources au détriment des populations.

Rendons hommage à ceux et celles qui résistent, proposent d'autres manières de produire et de commercialiser et interpellent les décideurs.

Carmelina Carracillo, François Delvaux
Service Politique d'Entraide & Fraternité



Tourner la page de l'agrobusiness



Par José Bové,
Député européen, vice-président
de la Commission agriculture et
développement rural

De nouveau, les prix des matières agricoles sont repartis à la hausse. Ils atteignent maintenant les niveaux insoutenables de 2007 et 2008, lorsque dans de très nombreux pays, les familles les plus modestes sont descendues dans les rues crier leur indignation et, tout simplement, l'impossibilité de se nourrir. Ces émeutes de la faim se sont soldées par des centaines de morts dans une trentaine de capitales des pays du Sud. Elles n'ont pas pour autant créé une véritable prise de conscience de la part des décideurs politiques sur la question agricole. Le G8 et le G20 se sont engagés à lutter contre la spéculation sur les produits alimentaires, mais rien de concret n'est sorti de ces déclarations.

Socrate, il y a 2500 ans, disait déjà que nul ne peut prétendre au qualificatif d'homme d'État s'il ne connaît pas le commerce des céréales. Quel président du G8 a la moindre connaissance du commerce mondial des trois principales céréales : le blé, le riz, le maïs ? A mon humble avis, aucun. Et c'est dramatique.

L'OMC, en imposant la libéralisation du commerce des produits agricoles et alimentaires, est l'instrument des dérèglements que nous connaissons aujourd'hui. Le crédo du libéralisme est d'une simplicité enfantine : « Ouvrez vos frontières, achetez moins cher sur le marché mondial, nourrissez vos populations à bas coût, ceci vous permettra de réduire les salaires versés aux employés des autres secteurs et de gagner en compétitivité ». Les pays pauvres, l'Afrique de l'Ouest notamment, ont appliqué ces mesures avec d'autant plus de facilité que les pays riches leur garantissaient la création d'un fonds financier pour les aider à approvisionner les plus pauvres en cas de hausse subite des cours. Ce fonds n'a jamais vu le jour : quand les cours de l'alimentation sont partis à la hausse, les global traders n'avaient aucun intérêt à faire des cadeaux, et la note aurait été, de toute façon, trop lourde à payer. Cette promesse, comme tant d'autres, n'est plus qu'un souvenir.

La libéralisation du commerce a été une profonde erreur : réparons-la sans plus tarder. A la compétition, substituons la coopération ; à l'hégémonie d'un marché mondialisé, substituons l'autonomie, les échanges équitables et la solidarité. Chaque pays ou chaque groupe de pays doit avoir la possibilité de sécuriser au maximum son approvisionnement alimentaire en développant de manière volontariste l'agriculture familiale locale. En Afrique sub-saharienne, 70 % de la population est engagée dans la production agricole. Pourtant, ces États consacrent plus de fonds pour équiper leur police afin de lutter contre les manifestations ou acheter des armes pour leurs militaires, qu'à soutenir leurs paysans. Cela doit changer : les États doivent se doter d'une politique agricole et alimentaire pour ne plus dépendre des fluctuations du marché mondial.

Nos dirigeants doivent également se rendre compte très rapidement que le modèle agricole occidental et productiviste n'est tout simplement pas reproductible à l'ensemble de la planète. Dépendant du pétrole, l'agriculture ultra mécanisée appartient déjà au passé. L'augmentation inexorable des coûts des énergies fossiles rendra caduque, à terme, l'utilisation de machines gigantesques. Les rendements élevés que nous connaissons en Europe ne peuvent être atteints que grâce à une utilisation massive d'engrais azotés fournis par ces énergies fossiles et la potasse, ressource également en déclin. La création de variétés à haut rendement et la monoculture nécessitent des engrais, des pesticides et de l'eau. Dans de nombreuses régions, et je pense en particulier à l'Inde mais également aux États-Unis ou à certaines parties du Sud de l'Europe, les nappes phréatiques baissent d'année en année. La FAO nous alarme. Que se passera-t-il lorsque les motopompes ne pourront plus aller chercher l'eau pour irriguer les rizières ?



Face à cet avenir sombre que complique un peu plus le défi du réchauffement climatique, diverses possibilités s'ouvrent ; je me contenterais d'esquisser deux voies.

La première, c'est la course débridée d'un modèle en déroute qui passe par l'accaparement des terres et celui d'une ressource tout aussi essentielle, l'eau. Des multinationales et des États se sont lancés dans cette direction. Des plantations gigantesques apparaissent essentiellement en Afrique, continent potentiellement riche et qui continue d'être la proie des puissances politiques et financières. Ces plantations sont protégées par des grillages ou des milices privées. Elles deviennent peu à peu des États dans l'État et l'on voit se dérouler, sous nos yeux, une nouvelle forme de colonisation. Cette voie est sans issue. Nous devons la refuser et la combattre fermement.

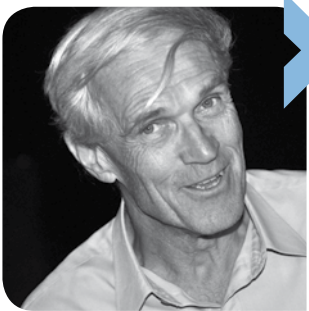
La seconde possibilité, celle pour laquelle je milite, passe par le développement de l'agriculture familiale via celui de l'agroécologie : des paysans nombreux, autonomes, coopérants et solidaires, approvisionnant en priorité les marchés locaux et régionaux, avec des ateliers de transformation à taille humaine ; un modèle qui favorise la création de liens directs entre les paysans producteurs et les consommateurs et qui permet aux agriculteurs de garder une part importante de la valeur ajoutée créée dans leurs champs. Ne nous trompons pas : cette forme d'agriculture productive, respectueuse des ressources naturelles, riche en emplois, n'est pas la simple reproduction de l'agriculture du passé. Elle nécessite un effort massif pour réorienter la recherche agronomique qui ne sera efficace que si elle se base sur la reconnaissance, par les scientifiques, du savoir et du savoir-faire individuel et collectif des paysans. C'est dans ce partenariat que je vois une possibilité de mettre en place des systèmes de polyculture-élevage très productifs basés sur des équilibres durables.

Ce discours n'est pas un discours tiers-mondiste destiné aux pays pauvres de la planète. Je le tiens d'abord en Europe, pour l'Europe. La réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) doit porter la construction de la souveraineté alimentaire à l'échelle mondiale. De nombreuses solutions de bon sens agronomique, comme la rotation des cultures en incluant une légumineuse dans l'assolement, permettraient à l'Europe de réduire drastiquement tant ses achats de soja sud-américains – un des principaux moteurs de la destruction de la forêt amazonienne – que ses besoins d'engrais. Ceci rendrait les paysans moins dépendants des fluctuations du pétrole.

Au Nord comme au Sud, les associations de développement ou de défense de l'environnement mènent un travail précieux pour faire comprendre, à leurs concitoyens – donc à leurs élus –, l'importance de changer de cap et de remettre non pas l'écologie, mais la nature, au cœur de notre réflexion globale. En tant qu'eurodéputé, je compte sur elles pour gagner une réforme de la PAC à la hauteur des enjeux des prochaines années et décennies.



L'agrobusiness : modèle de développement ou menace pour la sécurité alimentaire ?



Par Marc Dufumier,
Ingénieur agronome,
directeur de la chaire

d'agriculture comparée et
professeur émérite à AgroParisTech

Dans un article publié récemment dans le Wall Street Journal¹, le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Monsieur Graziano da Silva, et le président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Monsieur Suma Chakrabarti, considérant que le « secteur privé » doit être le moteur principal de la croissance de la production alimentaire mondiale, pressent les grandes compagnies agroalimentaires à « fertiliser la planète avec de l'argent » et accroître leurs investissements directs dans l'agriculture. En illustration de leur appel, ils montrent l'exemple des progrès rapides de la production agricole observés dans les très grandes exploitations agricoles des pays ayant appartenu autrefois au bloc de l'est : Russie, Ukraine, Kazakhstan, etc. Ce serait aux gouvernements des pays du Sud de s'en inspirer. De quoi faire oublier que l'année 2012 avait été proclamée « Année internationale de l'Agriculture familiale » !

Ceci étant dit, force est de reconnaître que cette opinion selon laquelle l'avenir est à l'agriculture pratiquée à grande échelle est encore très largement partagée par de nombreux États du Sud pour qui l'agriculture familiale serait à tout jamais condamnée à la stagnation et à l'archaïsme. Certains considèrent même qu'il devient urgent de confier leurs plus belles terres agricoles à des investisseurs de l'agrobusiness, nationaux ou étrangers, capables de produire rapidement à grande échelle. Que faut-il en penser ?

La pauvreté, cause de la faim et de la malnutrition dans le monde

Sans doute conviendrait-il tout d'abord de rappeler que la faim et la malnutrition dont sont victimes plusieurs centaines de milliers de personnes dans le monde n'ont pas fondamentalement pour origine une quelconque insuffisance de production agricole à l'échelle mondiale. C'est la pauvreté, ou plus exactement le trop faible pouvoir d'achat, qui explique leur incapacité à se procurer sur les marchés mondiaux les productions potentiellement alimentaires qui sont écoulées de nos jours pour d'autres usages vers des populations ou des industries bien plus solvables. Si les revenus mondiaux étaient correctement répartis sur terre, il ne serait pas nécessaire de produire plus de 200 kilos de céréales par personne et par an (ou son équivalent énergétique sous la forme de pommes de terre, manioc, igname, banane plantain, etc.) pour nourrir correctement l'humanité toute entière. Or nous en produisons actuellement plus de 330 ; mais les pauvres ne parviennent pas à se les procurer et les 130 kilos « excédentaires » sont alors destinés au gaspillage des plus fortunés, à la fabrication de rations animales et à la confection d'agro-carburants pour donner à boire à nos voitures.

¹ Suma Chakrabarti and José Graziano da Silva : *Hungry for Investment. The private sector can drive agricultural development in countries that need most.* Wall Street Journal, September 6, 2012.

Le paradoxe est que ce sont des agriculteurs qui, pour plus des deux tiers, souffrent de carences alimentaires en calories, protéines, vitamines et minéraux, etc. Les autres sont pour la plupart des enfants de paysans tombés récemment en faillite et contraints de rejoindre la cohorte des chômeurs dans les bidonvilles, du fait de ne pas avoir été compétitifs face à la concurrence des quelques puissances agricoles qui bradent



leurs excédents à vil prix. Ce n'est bien évidemment pas l'accroissement de la compétitivité des grandes exploitations latifundiaires d'Ukraine, de Russie, du Kazakhstan, du Brésil ou d'Argentine qui pourrait arranger les choses. L'exemple du soja transgénique brésilien ou argentin est parfaitement illustratif de cette situation dramatique. Le fait de pouvoir facilement désherber les champs avec du glyphosate a très vite incité les gérants des très grandes exploitations agricoles à remplacer leurs ouvriers agricoles par cet herbicide, quitte à condamner ces derniers au chômage, et donc à la pauvreté, avec pour effet de les empêcher d'acheter une nourriture qui sera exportée vers les usines d'aliments du bétail européennes, plus solvables.

L'accaparement de terres au Sud

Les hausses brutales et vertigineuses des cours mondiaux des produits agricoles et alimentaires observées en 2007/2008 et en 2011/2012 n'ont sans doute pas été pour rien dans l'accaparement d'immenses étendues de terres arables dans le Sud par divers fonds souverains, fonds de pension et groupes transnationaux. À défaut de pouvoir s'assurer un approvisionnement aisé sur les marchés des produits agricoles, les États de certains pays industrialisés ou émergents ont mandaté ces derniers [les fonds et groupes transnationaux] pour avoir un accès direct au foncier agricole en territoires étrangers. Cette ruée actuelle sur le foncier agricole n'est pas seulement révélatrice de l'inquiétude qui affecte les gouvernements de certains pays densément peuplés (Chine, Inde, Corée du Sud, etc.) et/ou chroniquement déficitaires en céréales (pays du Moyen-Orient), en ce qui concerne la sécurité de leurs approvisionnements en produits vivriers et énergétiques. Elle illustre aussi gravement le mépris manifesté par les gouvernements des pays d'accueil à l'égard de leurs propres paysannes, considérées comme incapables de progresser et de satisfaire les besoins nationaux. Le drame est que cette cession de terrains agricoles à des investisseurs étrangers est réalisée le plus souvent au détriment de populations paysannes déjà installées sur ces terres, sans même que soient envisagées des mesures compensatrices à leur éviction. Ainsi «déguerpies», les paysannes concernées sont condamnées à migrer massivement vers les bidonvilles sans espoir d'y trouver des emplois.

Les méfaits des grandes exploitations agricoles extensives

Il est purement illusoire de penser que les investisseurs de l'agrobusiness qui tentent aujourd'hui d'accaparer ces immenses terrains agricoles vont créer de nombreux emplois au sein de leurs immenses domaines et embaucher en grand nombre les paysans dépossédés de leurs terres. L'expérience des exploitations latifundiaires d'Afrique australe et d'Amérique latine montre que pour bénéficier au maximum des opportunités d'économies d'échelle, les investisseurs qui ne travaillent pas directement leurs terrains et ont recours à des salariés préfèrent bien souvent remplacer la main-d'œuvre par des machines et mettre en œuvre des systèmes de culture ou d'élevage peu intensifs en travail (plantations arboricoles n'exigeant du travail que durant les seules périodes de récolte, production moto-mécanisée de canne à sucre en monoculture, ranchs d'élevage pastoral extensif, etc.)

Il importerait logiquement de raisonner le recours à la mécanisation avec pour objectif de réduire la pénibilité du travail humain et d'accroître sa productivité sans occasionner de chômage ni de dégâts environnementaux. Mais tel n'est souvent pas le cas dans la plupart des grands domaines du Sud où le remplacement direct des agriculteurs travaillant à la main par des engins motorisés se traduit aujourd'hui par un taux de chômage croissant dans des bidonvilles surpeuplés. En Amérique latine et en Afrique du Sud, où les campagnes restent dominées par des structures agraires très inégalitaires, les propriétaires fonciers absentéistes (avocats, médecins, commerçants, industriels, spéculateurs fonciers, etc.) investissent peu de capitaux dans leurs immenses domaines car il leur est généralement plus rentable et moins risqué de placer leur argent dans d'autres secteurs d'activité que l'agriculture : l'immobilier, le commerce, la finance, etc. De façon à maximiser au plus vite leur taux de profit, les grands propriétaires fonciers n'ont guère intérêt à diversifier leurs systèmes de production agricole et investir beaucoup de capital à l'unité de surface. Ils s'efforcent au contraire de spécialiser toujours davantage leurs systèmes de culture ou d'élevage, de façon à amortir au plus vite les quelques investissements réalisés dans l'achat d'équipements ou l'aménagement d'infrastructures.



Contrairement à bien des idées reçues, les détenteurs de grands domaines n'envisagent pas de pratiquer des systèmes de production intensifs. Ils préfèrent bien souvent la mise en œuvre d'une agriculture extensive dont la rentabilité est assurée surtout grâce à l'extension croissante des surfaces consacrées aux cultures pour lesquelles sont consentis les investissements en question. Et comment pourrait-il en être autrement avec les grandes compagnies multinationales à qui sont d'emblée confiés des dizaines de milliers d'hectares ? Il s'agit pour elles de bénéficier d'une rente maximale à court terme sans investir lourdement. N'est-il d'ailleurs pas révélateur de voir ces sociétés capitalistes signer des contrats de location avec des baux emphytéotiques de 99 ans, plutôt que d'immobiliser du capital dans l'achat des terres ? Ce faisant, les grandes compagnies de l'agro-business ne contribuent guère à la création d'emplois pour les paysans sans terre. Cela explique pourquoi ces régions du monde comptent parmi celles où l'urbanisation a été la plus rapide. Et l'afflux de pauvres originaires des campagnes n'a pas été de pair avec la création d'emplois dans les bidonvilles, avec pour conséquence une misère, une délinquance et une insécurité urbaine croissantes.

Les performances de l'agriculture paysanne

À l'opposé des grandes exploitations capitalistes à salariés, l'agriculture paysanne est une activité de caractère artisanal, au moyen de laquelle le chef de famille met directement ses terres en valeur pour le compte de sa famille et gère son assolement et ses ateliers d'élevage de façon à utiliser au mieux sa propre force de travail familiale. Il n'est pas, bien sûr, dans l'intérêt des chefs d'exploitation paysanne de remplacer prématurément leur main-d'œuvre familiale par des machines, au risque de mettre celle-ci au chômage et de devoir s'endetter pour l'achat des matériels. Le paysan est un agriculteur qui cherche au contraire à gérer au mieux l'emploi de sa propre force de travail en échelonnant souvent ses travaux tout au long de l'année, en essayant d'éviter les périodes de trop grandes pointes de travail et celles de relatif sous-emploi. Ce faisant, il peut avoir intérêt à diversifier ses systèmes de culture et d'élevage de façon à ce que les activités soient relativement étalées dans le temps. Cela a été souvent de pair avec le maintien de la polyculture-élevage, avec un recyclage des résidus de culture

et une meilleure utilisation des déjections animales. Il s'agit le plus souvent d'une agriculture enracinée dans son «pays», avec des agriculteurs qui manifestent une fine connaissance de leurs terroirs et un profond respect de leur environnement. Cette agriculture est souvent l'aboutissement de longues traditions, avec une lente accumulation de savoir-faire que l'on aurait bien tort de mépriser. À l'opposé de l'agriculture «industrielle» et «productiviste», l'agriculture paysanne est bien souvent plus diversifiée et plus respectueuse des potentialités productives de l'environnement.

Mais pas toujours : dans la plupart des pays de l'Asie orientale et du sud-est où, suite à des réformes agraires ou décollectivisations parfois radicales, les paysans détiennent souvent eux-mêmes leurs terres agricoles en toute sécurité, nombreux ont été les paysans qui purent employer de nouvelles variétés de riz à haut potentiel génétique de rendement et des pratiques agricoles intensives. C'est grâce à cette «révolution verte» et à l'essor des revenus agricoles qu'a pu avoir lieu l'élargissement d'un marché intérieur relativement homogène, avec pour conséquence un début d'industrialisation qui, contrairement à ce que certains suggèrent, fut d'abord orientée vers le marché intérieur avant de partir à la conquête de marchés à l'exportation. Les paysans furent capables de vendre leurs surplus de riz et d'acheter ensuite des produits manufacturés de première nécessité, favorisant ainsi le processus d'industrialisation.

Les vertus de l'agro-écologie

Mais cette «révolution verte» ne fut pas sans défaut : la croissance et le développement des variétés dites «améliorées» ont exigé un recours intensif à des engrais de synthèse et à des produits phytosanitaires. Depuis quelques années déjà, les rendements céréaliers n'augmentent plus dans les mêmes proportions qu'autrefois dans bien des pays du Sud et tendent même parfois à baisser, lorsque, du fait des pratiques agricoles employées, sont apparus de graves déséquilibres écologiques : prolifération d'insectes prédateurs et d'agents pathogènes résistants aux pesticides, multiplication d'herbes adventices dont les cycles de développement sont apparentés à ceux des plantes trop fréquemment cultivées (sans véritable rotation), disparition d'insectes pollinisateurs, diminution du taux d'humus dans



les sols et épuisement de ces derniers en certains oligo-éléments, salinisation des terrains mal irrigués et insuffisamment drainés, épuisement des nappes phréatiques, etc. À quoi s'ajoutent la pollution fréquente des eaux de surface et souterraines liée à l'utilisation répétée d'engrais de synthèse et de produits phytosanitaires, la propagation involontaire de maladies ou de parasites véhiculés par les eaux d'irrigation (bilharziose, paludisme, etc.), l'exposition accrue des sols à l'érosion pluviale ou éolienne...

Or d'un point de vue strictement technique, il existe en fait d'ores et déjà des systèmes de culture et d'élevage, inspirés de l'agro-écologie, susceptibles d'accroître les productions à l'hectare, tant dans les pays du Sud que ceux du Nord, et ce, sans coût majeur en énergie fossile ni recours exagéré aux engrais de synthèse et produits phytosanitaires : association de diverses espèces et variétés rustiques dans un même champ de façon à intercepter au mieux l'énergie lumineuse disponible et transformer celle-ci en calories alimentaires par le biais de la photosynthèse, intégration de légumineuses dans les rotations de façon à utiliser l'azote de l'air pour la synthèse des protéines et la fertilisation des sols, implantation ou maintien d'arbres d'ombrage ou de haies vives pour protéger les cultures des grands vents et héberger de nombreux insectes pollinisateurs, utilisation d'arbres à enracinement profond pour puiser les éléments minéraux libérés lors de l'altération des roches mères en sous-sol, association de l'élevage à l'agriculture, utilisation des sous-produits végétaux dans les rations animales et fertilisation organique des sols grâce aux excréments animaux, fabrication de composts et de fumiers, etc. Ces formes d'agriculture qui font un usage intensif des ressources naturelles renouvelables sont aussi, il est vrai, très exigeantes en travail. Mais n'est-il pas raisonnable de promouvoir des agricultures intensives en emploi dans les pays du Sud où prévaut souvent un chômage exorbitant ?

Les conséquences de la mondialisation

Le problème est que la mondialisation actuelle des échanges a pour effet de mettre les exploitations paysannes en concurrence avec celles de l'agrobusiness sur les marchés internationaux avec des conséquences particulièrement dramatiques dans les pays du Sud où les paysans ne disposent que d'outils manuels ou de la traction animale. Équipé d'une bêche traditionnelle et d'un araire tiré par des bœufs, un petit producteur de

maïs de la cordillère des Andes ne peut guère travailler plus d'un demi-hectare par actif et par an, avec un rendement d'une tonne de grains à l'hectare. Sa productivité du travail ne peut donc guère dépasser une demi-tonne de grains (ou son équivalent en tubercules) par actif et par an. Son concurrent du Brésil qui dispose de tracteurs et de multiples engins moto-mécanisés peut exploiter jusqu'à 100 hectares par actif agricole et espérer obtenir des rendements de plus de 5 tonnes à l'hectare moyennant l'emploi d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires, soit un produit brut de 500 tonnes par actif et par an. Même en considérant que les 4/5 de ce produit brut représentent des consommations intermédiaires et usures de matériels, il n'en reste pas moins vrai que sa productivité du travail (100 tonnes par actif et par an) est 200 fois supérieure à celle du petit paysan des Andes. Cela veut dire que pour vendre son maïs au même prix que son concurrent sur le marché de Lima, le paysan péruvien est contraint d'accepter une rémunération de son travail 200 fois inférieure à celui du géant brésilien. Comment pourrait-il ainsi dégager des revenus suffisants pour épargner et investir afin d'accroître sa productivité dans l'avenir ?

Telle est bien la raison pour laquelle de nombreuses paysanneries sous-équipées du Sud ne parviennent plus à satisfaire les besoins alimentaires de leurs pays. Plutôt que d'offrir leurs terres à de grandes compagnies de l'agrobusiness et d'expulser les paysans vers les bidonvilles, les gouvernements seraient bien mieux inspirés de protéger leurs agricultures vivrières par des droits de douanes conséquents et d'aider les paysans à s'équiper davantage pour la mise en œuvre d'une agriculture qui soit à la fois plus productive et respectueuse de l'environnement.

Il est donc vain de vouloir confier aux entreprises de l'agrobusiness le soin d'assurer la sécurité alimentaire des populations du Sud et d'exposer les paysanneries du Sud à leur concurrence. Il est même à craindre qu'une telle confiance en de telles sociétés occasionne de grands malheurs, tant du point de vue économique que du point de vue écologique ou social. Et c'est tout le mérite d'Entraide et Fraternité d'avoir conçu la présente publication, avec la présentation de cas destinés à mettre en évidence les capacités d'innovation de très nombreuses paysanneries du Sud et la supériorité des agricultures familiales pour assurer une alimentation au plus grand nombre.



L'agrobusiness ou l'imposture du développement - L'exemple de la révolution verte en Afrique



Influençant le prix des denrées alimentaires, les politiques et la recherche scientifique, l'agrobusiness occupe une place de choix dans le paysage politique et alimentaire international. Pourtant, 70% de la production agricole mondiale est d'origine paysanne². L'agrobusiness se lance aujourd'hui à la conquête de marchés échappant encore à sa domination. Il devient subitement « acteur de développement » en passe de s'imposer comme solution aux problèmes de la faim. La « révolution verte africaine » est une belle illustration de ce phénomène pour le moins inquiétant.

¹ Chargé de recherches et de plaidoyer,
Entraide & Fraternité



Alors que l'agrobusiness n'en était qu'à ses premiers pas, le constat posé au début des années 80 par Philippe Chalmin, professeur français d'économie, spécialiste du marché des matières premières, ne semble pas avoir pris une ride. Selon lui, l'agrobusiness « *ré-enclenche le cycle de la dépendance économique, renforce le pouvoir des sociétés multinationales devenues prestataires de services, détruit et prolétarise le tissu rural préexistant, incite les Etats à développer des cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières. [...] Il n'est vraiment ouvert qu'aux riches. [...] Il est donc loin d'être la réponse idéale à la demande alimentaire des pays en développement* »³.

L'agrobusiness : définition, origine et caractéristique principale

Qu'entend-on par « agrobusiness » ?

Selon la définition qu'en donne l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONU-DI), l'agrobusiness « *englobe tous les acteurs impliqués dans l'agriculture, qu'ils agissent en amont (en fournissant engrais et semences aux agriculteurs), en tant qu'intermédiaires (transformation, stockage, transport, export, emballage, ...) ou en aval de la production (commercialisation, marketing, distribution)* »⁴. Cette définition se limite à une cartographie des différents acteurs du système alimentaire et des secteurs d'activité dans lesquels ils sont impliqués. Elle ne permet pas d'appréhender correctement le phénomène de l'agrobusiness, la vision qui le porte et ses caractéristiques.

La définition donnée par Feder⁵, économiste d'origine allemande spécialisé dans l'agriculture et le monde rural, vient combler pour partie cette lacune. Cet auteur, définit l'agrobusiness comme un processus de modernisation capitaliste de l'agriculture porté par diverses entreprises multinationales, banques, institutions internationales, fondations « philanthropiques », agences de développement, ... dans l'intérêt d'une poignée d'acteurs, la plupart du temps, d'importants investisseurs nationaux ou des multinationales. Cette définition a l'avantage de mettre en avant la vision et les objectifs des acteurs de l'agrobusiness. Elle indique également clairement les acteurs portant ces politiques et en bénéficiant, soulignant le peu d'importance accordé

aux paysans et producteurs, considérés comme « *des entités désagrégées, des rouages anonymes des machines géantes des firmes* »⁶. Néanmoins, cette définition ne nous dit rien sur les conditions historiques ayant permis l'émergence de l'agrobusiness ni sur les caractéristiques propres à ce modèle.

Quelles origines ?

L'agrobusiness, qui s'est imposé un peu partout dans le monde, au cours des deux dernières décennies, est le fruit de la généralisation progressive des politiques d'industrialisation agricole et de libéralisation :

● La course au productivisme agricole lié à une croyance infaillible en la « modernisation »

Ce processus au niveau de la production et de la transformation se traduit par l'industrialisation de l'agriculture, sa mécanisation, l'explosion de la taille moyenne d'une entreprise agricole et sa technicisation (au sens large : machines, recours massif aux engrais chimiques, vaccins, semences améliorées, manipulations génétiques, ...). Ce processus d'industrialisation concerne également la transformation et révolutionne l'industrie agro-alimentaire.

● Une mondialisation et un développement guidés par les principes du néolibéralisme

Ces politiques économiques d'inspiration néolibérale ont participé à l'émergence de groupes internationaux puissants à travers des politiques de libéralisation, d'ouverture des frontières, d'instauration du « droit à l'exportation », intronisant dès lors le secteur privé et ses investissements (Investissements Directs Etrangers et autres), comme seuls moteurs d'une société basée sur le double axiome de la croissance et de la compétitivité.

Un Investissement Direct Etranger (IDE) est un « *investissement réalisé à l'étranger par des sociétés transnationales ou multinationales en vue d'acquérir des actifs et de gérer des activités de production sur place* »⁷.

La naissance et la folle expansion de l'agrobusiness est donc le fruit de deux idéologies lourdement ancrées dans l'imaginaire collectif : celle de la modernisation et celle du néolibéralisme.



Une concentration extrême sur l'ensemble de la chaîne alimentaire

Caractérisé par une agriculture industrielle ainsi que par la surexploitation des ressources naturelles, l'agro-business se particularise surtout par une très grande concentration. Il est constitué en effet d'un nombre réduit d'acteurs actifs tant en amont qu'en aval de la production agricole : les multinationales de l'agro-business. Les politiques néolibérales menées durant les dernières décennies ont favorisé la concentration de ces acteurs. Pour ne prendre qu'un exemple, l'ouverture des frontières et la promotion des Investissements Directs Etrangers (IDE) comme indicateur de développement ont créé les conditions nécessaires à l'expansion des groupes multinationaux de l'agro-alimentaire. C'est ainsi qu'« en 1998, 60% des investissements directs étrangers correspondaient à des fusions ou acquisitions transnationales »⁸ renforçant dès lors le niveau de concentration pourtant déjà élevé dans le système alimentaire. Qui plus est, cette concentration se fait au détriment des producteurs (littéralement exploités) et des consommateurs (littéralement « roulés » tant en terme de prix que de qualité).



Le chiffre d'affaire des plus grandes multinationales est supérieur aux recettes de la plupart des Etats du monde !

La concentration a également une dimension géographique : la plupart des multinationales de l'agro-business ont leur siège social dans des pays occidentaux où les décisions sont prises et où les bénéfices sont, pour majeure partie, rapatriés. Cette recherche de profit s'opère aussi sans tenir compte des dégâts sociaux et environnementaux et s'accompagne de dérives supplémentaires : recours aux paradis fiscaux, opacité (mosaïque de groupes, de filiales, de succursales, ...), évasion fiscale, ...



« *Commençons au bord du champ, avec les semences : 67% des semences mondiales sont sous le contrôle de dix entreprises transnationales (Monsanto, Bayern Du Pont de Nemours, Syngenta, Limagrain, ...). Continuons avec les pesticides ou – fruit de la concentration autour de la chimie – on retrouve les mêmes entreprises [...]. Là ce sont 89% du marché que se partagent les dix majors (Bayer, Syngenta, BASF, Monsanto, DuPont, DowAgroscience, Sumitomo, ...). [...]. Un mot au passage des engrais. L'extraction et la fabrication de phosphate, de potasse et d'azote sont dominées par sept sociétés avec en tête le canadien Potash Corp et le norvégien Yara. Le stade suivant, la transformation alimentaire, est un peu plus dilué. Une centaine d'entreprises dominent 74% du marché mondial des breuvages et produits alimentaires, avec dans le peloton de tête : Nestlé, Pepsico, Kraft Foods, The Coca-Cola Company, Unilever, Cargill, Mars, Danone, ... ».*

JOSÉ BOVÉ, GILLES LUNEAU, *Changeons de cap, changeons de Pac ! Vers une agriculture paysanne au service des citoyens*, Éditions alternatives (2012), p.101-102



Une révolution verte pour l'Afrique : une décennie de déchainements

Avec la 1^{ère} révolution verte, le modèle productiviste et moderniste poursuit sa diffusion à travers le monde. Les tenants actuels d'une « révolution verte authentiquement africaine » considèrent que l'Afrique en fut l'oubliée. Pourtant, la révolution verte y a bien été introduite mais jusqu'à présent, et malgré les tentatives répétées, elle n'a jamais rencontré le succès qu'elle a connu sur d'autres continents.



La Révolution Verte

La révolution verte, fut développée, en majeure partie, dans les années 60-80 dans certains pays du Sud. Son objectif premier était l'allègement du problème de la faim dans le monde via l'augmentation de la productivité agricole. En dépit d'une augmentation de la production, le nombre de personnes souffrant de la faim s'intensifia. Comme l'indiquent les fondateurs de Food First (Institute for Food and Development Policy) : « *la production alimentaire per capita augmenta de 8% en Amérique Latine et de 9% dans le Sud de l'Asie entre 1970 et 1990 mais, sur la même période, le nombre de personnes souffrant de la faim augmenta dans ces régions, respectivement de 19% et de 9%* »⁹. Les multinationales de l'agro-business ont quant à elles bénéficié d'une domination croissante en termes de production et de distribution de produits et d'intrants agricoles au fur et à mesure que les exploitants des pays concernés en devenaient dépendants. Au final, cette politique s'avèrera être une catastrophe sociale (marginalisation de la paysannerie, ...) et environnementale (épuisement des nappes phréatiques, assèchement, salinisation et stérilisation des sols, ...) ¹⁰.

Depuis le début du XXI^{ème} siècle, et plus particulièrement depuis l'appel de Kofi Annan (en 2004) à une révolution verte « authentiquement Africaine » (sic.), l'Afrique déchaîne les passions des acteurs de l'agro-business, celles des acteurs de « développement » et des institutions internationales. Les plans, promesses et initiatives ne cessent de se multiplier. Ce sont les mêmes

recettes que celles appliquées lors de la précédente « révolution verte » qui sont promues. Faisant fi des effets nocifs pourtant largement reconnus de telles politiques, l'idée d'une révolution verte comme outil pour le développement de l'Afrique et la lutte contre la pauvreté s'est petit à petit imposée sur la scène internationale jusqu'à paraître incontournable. La réelle nouveauté de ce programme, c'est l'adoubement et la reconnaissance d'intérêts privés dans le champ du développement.

De l'inclusion des multinationales par l'ONU à leur reconnaissance comme partie prenante de la solution pour éradiquer les problèmes de la faim et de la pauvreté, c'est cette tendance à allier révolution verte et « privatisation » du développement au profit de l'agrobusiness au cours de cette dernière décennie qui est ici retracée.

L'ONU et les prémisses de la « privatisation » du développement

L'ouverture offerte par l'Organisation des Nations-Unies aux multinationales, actives dans l'agriculture ou non, constitue un tournant clé dans la manière dont les multinationales peuvent envisager leur place sur la scène internationale. Cette ouverture se traduit par le lancement, en l'an 2000, par Kofi Annan, alors Secrétaire Général des Nations-Unies, du Pacte Mondial (Global Compact) et d'un plan d'action pour la « *pleine participation du secteur privé à l'œuvre de l'ONU* »¹¹. Selon l'ONU, le Pacte Mondial « *s'attache à promouvoir la responsabilité civique des entreprises afin que le monde des affaires puisse participer à la recherche de solutions pour résoudre les problèmes posés par la mondialisation* »¹². Selon Michel Rogalski, économiste et directeur de la revue Recherches internationales, le plan d'action « *permettra de soulager la trésorerie bien en mal de l'Organisation* »¹³. Grâce à ce double mécanisme, « *les multinationales pourront se prévaloir d'un « label ONU » et l'argent rentrera dans les caisses de l'institution internationale* »¹⁴.



Autrefois, l'un des mandats de l'ONU était de réguler et d'encadrer les activités des entreprises multinationales. Celles-ci étaient alors vues comme des acteurs « *exerçant une pression excessive sur les Etats du Sud et responsables de certains aspects du sous-développement de ceux-ci* »¹⁵. Aujourd'hui, les partenariats entre multinationales et l'ONU se multiplient, de même que les programmes lancés conjointement.

En 2000, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont lancés. Deux éléments nécessitent qu'ils soient abordés ici.

- La stratégie choisie consiste à espérer les retombées pour tous d'une « mondialisation heureuse » consistant principalement en l'approfondissement des politiques néolibérales. Comme le souligne Rémy Herrera, chercheur au CNRS et professeur d'économie du développement à Paris, se contenter de « *poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, déréglementé et non discriminatoire* » (ONU, 2005, 38) – *pour atteindre ces objectifs et lutter contre la pauvreté constitue le moyen le plus sûr de ne jamais les atteindre* »¹⁶. Aucune référence à une certaine justice sociale, à une redistribution des revenus ni au travail décent n'apparaît. En instituant le commerce dérégulé comme seule solution, c'est également l'importance du rôle de ses principaux agents (à savoir les multinationales et autres investisseurs privés) dans la lutte contre la pauvreté qui est reconnue.
- Ensuite, dans la mise en pratique, c'est une véritable « révolution verte » qui est proposée comme stratégie afin d'atteindre l'objectif du millénaire concernant la faim¹⁷ en Afrique. Ainsi, en 2004, l'année qui vit Kofi Annan lancer un appel à une « révolution verte authentiquement africaine »¹⁸ voit également naître les premiers « villages du millénaire » (Millenium Villages/Millenium Promise). Ceux-ci ont pour vocation de démontrer qu'une approche intégrée et multidimensionnelle peut permettre d'atteindre les OMD dans les temps impartis. Dans le volet agricole de ce projet, il est question d'augmenter la productivité par la fertilisation des sols à l'aide d'engrais subsidiés et la fourniture de semences améliorées¹⁹.



Les villages du millénaire

L'expérience pilote, concernant 11 villages, est située au Kenya (District de Siaya). Elle a été étendue par la suite à 10 pays africains (Ethiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, et Ouganda). Les partenariats de type public/privé constituent le cœur de la démarche. Ceux-ci sont « canalisés » par « *Millenium promise* », la plateforme chargée de mobiliser les ressources nécessaires à la poursuite et au développement des initiatives « *Millenium Villages* »²⁰. Dans le domaine agricole, le partenariat concerne plusieurs entreprises et institutions dont :

- **Agrium Inc.** : entreprise multinationale canadienne spécialisée dans le développement, la production et la vente d'engrais chimiques²¹,
- **The Mosaic Company** : multinationale issue de la fusion en 2004 de IMC Global et d'une unité de Cargill, cette dernière ayant détenu 64% des parts de l'entreprise jusqu'en 2011²²,
- **Seminis** (appartenant désormais à Monsanto) et **Monsanto** qui se sont également engagés dans le projet jusqu'en 2010, en distribuant notamment des semences hybrides,
- **l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA, voir ci-dessous)** qui est également un des partenaires actuel du projet.

Unilever, en partenariat avec la « *Growing Sustainable Business* » (une initiative du Programme des Nations Unies pour le Développement – PNUD) a lancé, fin 2009, un projet « de développement » dans le cadre des « *Villages du Millénaire* » au Malawi. Celui-ci visait à ce que les femmes des villages concernés puissent acheter des produits Unilever à des prix « *préférentiels* » afin qu'elles les vendent aux membres de leur communauté, en faisant du porte à porte²³!



En instaurant une forme de coopération avec les multinationales, et en se faisant le chantre d'une vision néolibérale du développement, l'ONU ouvre donc une brèche dans laquelle, multinationales, investisseurs et « philanthro-capitalistes » s'engouffrent, y voyant l'opportunité d'améliorer leur image tout en s'immiscant dans de nouveaux marchés. C'est le « volontarisme » de ces philanthro-capitalistes qui donne une nouvelle dimension à la révolution verte.

Quand le philanthro-capitalisme prend les rênes du développement

Deux cénacles vont jouer un rôle crucial dans le déploiement de projets menés par et/ou en faveur de l'agrobusiness transnational : l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (Alliance for a Green Revolution in Africa – AGRA) et le Forum Economique Mondial (World Economic Forum – WEF).

AGRA²⁴

AGRA, naît en 2006. Elle est le fruit d'une alliance entre la fondation Rockefeller (déjà à l'origine de la première révolution verte et qui, dès 1999, lance la « New Green Revolution for Africa Initiative ») et de la fondation Bill & Melinda Gates. Kofi Annan prendra la présidence du conseil d'administration de cette alliance en 2007, poste qu'il occupe toujours à l'heure actuelle.

« Bien qu'AGRA clame être une initiative africaine menée par les agriculteurs, toutes ses structures institutionnelles et processus décisionnels furent développés sans même consulter les plus grandes organisations et fédérations africaines d'agriculteurs ». Tanya Kerksen, chercheur chez Food First, institue for food and development policy²⁵.

Sur papier, la mission d'AGRA est de développer des solutions pratiques pour augmenter la productivité des exploitations africaines en travaillant sur les aspects « clés » de la chaîne de valeurs pour l'agriculture africaine (semences, santé du sol et de l'eau, marchés et éducation agricole) en vue d'augmenter le revenu des populations paupérisées tout en sauvegardant l'environnement. Dans la réalité, l'AGRA s'attèle à créer « de toute pièce » un marché pour les intrants agricoles, qui serait par ailleurs incapable de subsister sans le « volontarisme » de ses promoteurs.

Les projets mis en place parlent d'eux-mêmes. En aval, AGRA se charge de créer, dans plusieurs pays, un réseau d'« agro-dealers » ou fournisseurs d'intrants agricoles (pesticides, semences et engrais), tandis qu'elle fournit en même temps des crédits aux agriculteurs afin qu'ils puissent acheter ces produits²⁶. En amont, elle finance la recherche et le développement de nouvelles variétés semencières dont la vente et la distribution seront assurées par des entreprises privées qu'elle finance également à travers divers fonds gérés par Pearl Capital Partners (PCP - entreprise kenyane spécialisée dans l'investissement agricole). Parmi ces fonds, relevons :

- L'African agricultural Capital Ltd (AAC), « un fonds d'investissement en capital-risque qui investit dans plusieurs petites entreprises de semences africaines qu'il contrôle en partie et qui sont aussi soutenues par l'AGRA »²⁷. Ce fonds, fondé en 2005, est financé par la fondation Rockefeller, la fondation Gatsby (fond caritatif créée par David Sainsbury, détenteur d'une chaîne de supermarchés anglaise) et Volksvermogen NV (fonds d'investissement belge). Ce fonds finance en effet des producteurs de semences mais aussi un « fournisseur » de brevets, une entreprise d'export d'avocats, une d'export de fleurs, ...²⁸.
- L'African Seed Investment Fund (ASIF), lancé en en 2010 par AGRA en association avec l'AAC,
- L'African Agricultural Capital Fund (AACF), créée par AGRA en 2011, en partenariat avec les investisseurs suivants : l'USAid (agence de coopération des Etats-Unis), J-P. Morgan (une des plus grandes banques au monde), la fondation Rockefeller, la fondation Bill & Melinda Gates, Volksvermogen NV et la Fondation Gatsby²⁹.

Par ailleurs, AGRA s'attaque aux législations jugées néfastes pour le déploiement et l'expansion des acteurs de l'agrobusiness, notamment en formant et en conseillant analystes, parlementaires et lobbyistes quant aux évolutions législatives nécessaires. Le programme d'AGRA est explicite à ce sujet : ces évolutions législatives visent la réglementation relative aux semences dont l'« amélioration de la demande »³⁰, l'amélioration de la distribution d'engrais et l'accroissement de leur demande, la mise en place d'un marché compétitif efficace et équitable, etc.³¹

Le Forum Economique Mondial de Davos

Dans le chef de ce forum, nous relevons trois initiatives en faveur d'une révolution verte en Afrique.

► La Business Alliance Against Chronic Hunger (BAACH)

Elle est fondée en 2006, en collaboration avec Kofi Annan³². Parmi les partenaires de la BAACH, on compte : Agra/Rockefeller, Promasidor (multinationale africaine de l'agroalimentaire – fondée et détenue par une famille anglaise), Dominion Farms (entreprise, appartenant à un businessmen américain, impliquée dans un cas d'accaparement de terre au Kenya et dans un projet d'accaparement au Nigeria), MDG Centre (Columbia University – USA – à l'initiative des « Villages du Millénaire »), Seminis (faisant partie de la compagnie Monsanto depuis 2007), Tetra Pak, Monsanto, Unilever, M-Pesa (groupe Vodafone), ... Plus qu'une alliance, il s'agit d'un projet. Il vient se greffer sur celui des « Villages du Millénaire » – les deux initiatives ayant choisi le même district pour leur initiative pilote – et en constitue son extension, comme l'indique un ancien employé en poste dans le projet pilote³³.

Comme elle le signale, l'Alliance à l'« *intention de servir du Kenya comme laboratoire afin de tester et développer des stratégies commerciales dans le but d'augmenter la production alimentaire, l'accès et les revenus dans les régions touchées par la faim* »³⁴. L'Alliance ne cache pas non plus ses objectifs plus « terre à terre ». Selon elle, les innovations résultant de cette expérience « *peuvent aider les entreprises à galvaniser une croissance économique et commerciale dans des régions vues précédemment comme trop difficiles et trop peu bénéfiques pour être attractives en termes de business* »³⁵. Bref, il s'agit de préparer le terrain à de futurs investissements qui s'annoncent très prometteurs. La phase « test » d'implémentation du projet s'est terminée en 2008. En 2012, il fut étendu à l'échelle du pays sous la houlette et grâce au financement du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD)³⁶.

Les projets menés dans le cadre de cette Alliance ne s'éloignent pas de la ligne de conduite fixée par l'impératif d'une révolution verte pour l'Afrique. Ainsi, le programme prévoit notamment :

- La distribution de bons pour l'achat d'intrants – semences et engrais – à prix réduits (distribués par « Millenium Villages » en partenariat avec Monsanto, Seminis et Western Seed),
- L'achat des récoltes aux fermiers locaux (par Dominion Farm et Promasidor),
- L'aide aux producteurs locaux pour la production et la vente d'épices par le biais de fourniture d'intrants nécessaires à leur culture et l'achat des récoltes (par Unilever),
- L'encouragement à la production de légumes en vue de leur achat (par Nakumatt, chaîne de supermarchés kenyane) afin de les vendre au détail (par Seminis et Nakumatt),
- Le lancement d'un projet de production de sorgho à grande échelle (par l'entremise du « contract farming ») en vue de la production d'agrocarburants.

Ce cas est bien représentatif de la manière dont les acteurs de l'agrobusiness veulent gérer la chaîne alimentaire et de la manière dont ils envisagent de se répartir les différentes parts du gâteau d'un système alimentaire mondial qui serait dominé par un oligopole d'entreprises multinationales. À l'image de la conférence de Berlin (1884-1885) où les Etats Occidentaux s'étaient partagés l'Afrique³⁷, les multinationales de l'agrobusiness se répartissent ici les différents maillons de la chaîne alimentaire : Monsanto et compagnie s'occuperont de la fourniture d'intrants (engrais et semences), TNT s'occupera du transport, Promasidor et Unilever de la vente de produits transformés, Tetra Pak et Sealed Air du packaging, et ainsi de suite. Les populations paupérisées souffrant de la faim ne sont dès lors vues que comme des fournisseurs et consommateurs potentiels.

► La « Nouvelle vision pour l'agriculture »

Basée notamment sur les conclusions tirées de l'expérience de la Business Alliance Against Chronic Hunger - BAACH), en 2010, c'est la « Nouvelle vision pour l'agriculture » qui est lancée au Forum Economique Mondial. Elle est le fruit d'une initiative menée par 26 « partenaires » parmi lesquels on retrouve des noms « familiers » : AgCo, Archer Daniels Midland, BASF, Bayer CropScience, Bunge, The Coca-Cola Company, Diageo, DuPont, General Mills, Heineken, Kraft Foods, Metro, Monsanto Company, Maersk, Mosaic, Nestlé, PepsiCo, Rabobank International, SABMiller, Swiss Re,



Syngenta, Teck Resources, Unilever, Vodafone, Wal-Mart Stores et Yara International³⁸. Loin de se limiter à l'Afrique, c'est le modèle agricole mondial que ces acteurs se verraient bien refonder en fonction de leurs intérêts. L'objectif de cette initiative est de proposer un modèle agricole et commercial qui permette de nourrir 9 milliards de personnes en 2050.

La lecture du plan d'action proposé révèle par contre que la vision proposée n'est en rien nouvelle. Il s'agit tout simplement de l'approfondissement des politiques néolibérales : détermination des actions par le marché, priorisation des cultures en fonction des avantages comparatifs, création de « zones économiques spéciales », mise en place de stimulus et d'incitants pour les acteurs afin qu'investisseurs et entrepreneurs puissent prendre des initiatives (comme par exemple, la sécurisation de l'accès à la terre), ...³⁹

Ces politiques ont déjà été appliquées par certains Etats, dont le Rwanda reconnu par les différents acteurs de la communauté internationale pour ses progrès et le « volontarisme » de ses politiques⁴⁰ (voir article suivant).

► « Grow Africa »

De cette « vision », naîtra en juin 2011 l'initiative « Grow Africa », qui concerne jusqu'à présent sept pays (Burkina Faso, Ethiopie, Ghana, Kenya, Mozambique, Rwanda et Tanzanie). L'objectif de « Grow Africa » est d'unir les différentes forces en présence afin d'accroître les investissements du secteur privé pour mieux pro-

gresser dans la réalisation d'objectifs nationaux⁴¹ fixés par le CAADP (Comprehensive African Agricultural Development Programme⁴²).

« Grow Africa » est le fruit de la collaboration entre l'Union Africaine, le Forum Economique Mondial, le secteur privé et des « Farmer leaders » (sous la rubrique de laquelle on ne retrouve que la Confédération des syndicats Agricoles d'Afrique du Sud⁴³ - ce qui est étrange, ce pays n'étant pas visé par l'initiative -). Parmi les membres du groupe de pilotage, citons : Diageo, Syngenta, Unilever, Equity Bank et Yara international⁴⁴. AGRA, le FIDA (Fonds International de Développement Agricole), la Banque Mondiale et USAid sont également partenaires de cette initiative co-présidée par Sean de Cleene (vice-président du département « business development » chez Yara international).

Un nouveau pas est franchi : la nouvelle vision de l'agriculture promue en 2010 par 26 multinationales est légitimée par l'Union Africaine et les institutions internationales traditionnellement actives dans le monde du développement. Bien plus que cela, ce sont les rênes de l'initiative qui sont confiées aux multinationales, directement présentes dans la hiérarchie décisionnelle de celle-ci. Dans le chef de l'Union Africaine⁴⁵, cette situation n'est en rien fortuite. Comme nous le montre le point suivant, la position de l'Union Africaine s'inscrit également dans une logique de révolution verte. Elle fait dès lors le jeu des multinationales.



Le développement de l'agrobusiness et de la révolution verte : un processus supporté par l'Union Africaine (UA)

C'est en 2003, dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), que l'Union Africaine met sur pied le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Celui-ci vise l'élimination de la faim et la réduction de la pauvreté grâce à un développement axé sur l'agriculture. La même année, à Maputo, les Etats de l'Union Africaine s'engagent à allouer 10% de leur PIB à l'agriculture (en 2010, aucun n'était parvenu à ce résultat). L'objectif de ce programme est de voir émerger, d'ici 2015 :

- « Des marchés agricoles dynamiques au sein et entre les pays et régions d'Afrique,
- Des agriculteurs actifs dans l'économie de marché et le continent devenir exportateur net de produits agricoles,
- Une répartition plus équitable de la richesse au profit des populations rurales;
- L'Afrique comme acteur stratégique en science et technologie agricoles,
- Une production agricole sans danger pour l'environnement et une culture de gestion durable des ressources naturelles en Afrique »⁴⁶.

Certes, le regain d'intérêt pour l'agriculture se traduisant par une augmentation du budget alloué au secteur n'est pas à condamner, bien au contraire. La question est de savoir quel type d'agriculture va être soutenue. Comment les objectifs tels que décrits ci-dessus seront-ils atteints ? Quelles stratégies l'Union africaine compte-t-elle mettre en place pour parvenir à une répartition plus équitable de la richesse et à une production agricole sans danger pour l'environnement ? Les différentes positions prises par l'Union Africaine au cours des dernières années laissent perplexes quant à l'atteinte de tels objectifs. C'est ce que montre notamment l'un des premiers engagements que les Etats de l'Union Africaine ont pris dans le cadre de leur programme agricole.

Le sommet de l'UA à Abuja en 2006 - Accélérer la dissémination des fertilisants

C'est en juin 2006 que l'Union Africaine tient ce sommet dans le but d'accélérer la dissémination des fertilisants auprès des fermiers africains et développer une révolution verte africaine⁴⁷. Au terme de celle-ci, les Etats africains affirment « *de manière unanime leur fort engagement pour la réalisation de la Révolution verte africaine, en prenant des actions en vue de résoudre la crise africaine des engrais* »⁴⁸. Plus de 40 Etats Africains s'engagent ainsi à multiplier par six la quantité moyenne d'engrais utilisée actuellement par hectare en Afrique d'ici 2015. Le plan prévu pour concrétiser cet engagement reprend quelques-unes des politiques proposées par AGRA & compagnie : le développement d'un réseau d'« agro-dealers » dans les milieux ruraux, l'octroi de subsides pour l'accès aux intrants (semences et engrais), la création d'un centre régional d'approvisionnement et de distribution d'engrais et de fertilisants, la suppression des « barrières commerciales » sur les intrants agricoles et le développement d'un mécanisme de financement destiné au développement des fertilisants en Afrique⁴⁹.

Est-ce en favorisant l'emploi d'intrants chimiques, dont les conséquences négatives à long-terme ont été révélées notamment par la première révolution verte, qu'une agriculture durable et sans danger pour les populations et l'environnement sera développée ? Ou bien est-ce en continuant la promotion de la spécialisation à l'échelle mondiale dont les effets ont déjà montré qu'elle ne résolvait en rien le problème de la faim⁵⁰ ? A moins que les Etats ne soient profondément convaincus que les acteurs de l'agrobusiness aient intérêt à ce que les inégalités se résorbent et à faire de la sécurité alimentaire une de leurs priorités. Dans ce cas, il y a au moins ou une naïveté incompréhensible ou une incohérence fondamentale au cœur des stratégies de la vision de développement agricole prônée par l'Union Africaine. Cette incohérence se retrouve dans plusieurs autres initiatives.



La déclaration de l'UA en 2009 - « Investir dans l'agriculture pour la croissance économique et la sécurité alimentaire »

Dans cette déclaration (Syrte, juillet 2009), il est question de réformes politiques en vue de moderniser le marché, promouvoir des partenariats publics-privés, développer des chaînes compétitives, accroître les parts sur les marchés d'exportations, assurer l'accès aux intrants ainsi que faciliter les « joint-ventures » et les alliances « business to business »⁵¹.

2010 - « L'initiative pour le développement de l'agrobusiness et des agro-industries en Afrique » (ID3A)

Cette initiative est approuvée (en collaboration avec l'ONUDI, la FAO et le FIDA) et lancée lors de la conférence de haut niveau sur l'agrobusiness et l'agro-industrie en Afrique conduite par l'Union Africaine en mars 2010 à Abuja.

Les chaînes de valeur potentielles visées par l'initiative concernent des produits principalement destinés à l'exportation : la mangue, le café, le cacao, les huiles essentielles, le coton, le manioc et l'huile de palme. Il est également question de développer des cultures bioénergétiques. Ainsi entre fin 2011 et juin 2013, une prospection est en cours au sein de l'ECOWAS (Economic Community of West African States). L'objectif est d'identifier des régions favorables à de telles cultures afin d'y réaliser des projets pilotes⁵².

Ce ciblage vise à renforcer la spécialisation (selon la théorie des avantages comparatifs⁵³) dont on sait qu'elle renforce aussi la répartition internationale du travail actuelle héritée du temps des colonies. De plus, l'idée d'atteindre la sécurité alimentaire par l'augmentation du revenu fait dépendre les paysans d'une seule chaîne de valeur et d'un prix fixé par le marché international.

2011 - La déclaration sur l'engagement du secteur privé relatif à l'agrobusiness, la sécurité alimentaire et la nutrition⁵⁴

Cette déclaration voit le jour en octobre 2011 à Johannesburg. Elle est soutenue par la FAO, l'ONUDI, le PAM (Programme Alimentaire Mondial), le FIDA, l'Union Africaine, la Banque Africaine pour le Développement (institutions panafricaines), le Global Compact et la Business call to Action (ces deux derniers portés par diverses multinationales, reconnus et appuyés par l'ONU).

Cette déclaration fait suite à un dialogue public-privé organisé par le PNUD. De ce fait, cette déclaration est la première réalisée de manière conjointe entre le secteur privé et le secteur public⁵⁵. On assiste donc à une convergence et à une interconnexion sans cesse grandissante entre les intérêts du secteur privé et ceux des acteurs investis dans les politiques de développement agricole en Afrique. Notons également la reconnaissance croissante des multinationales (et donc l'augmentation de leur pouvoir et de leur influence) qui sont, tantôt associées à des programmes, tantôt à l'origine d'initiatives.

Le G8 mandate le secteur privé pour « développer » les pays du sud

En 2012, une étape supplémentaire est encore franchie quand une initiative proposée par le G8 reconnaît les acteurs de l'agrobusiness et les investisseurs privés comme étant les seuls acteurs capables d'assurer le développement et le bien-être des populations des pays dits « en voie de développement ». L'Etat, quant à lui, se confine dans le seul rôle d'offrir l'environnement le plus attractif possible notamment pour les acteurs de l'agrobusiness afin que ceux-ci mettent en place des projets qui bénéficieront aux populations.

Promue en Mai 2012 lors du G8 à Camp David, la « Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique » est une extension de l'initiative « Grow Africa ». Elle est le point culminant d'une double convergence :



- Une convergence idéologique bâtie sur une foi infaillible dans la révolution verte, l'agrobusiness et le marché « libre » (dérégulé),
- La convergence des divers acteurs : les multinationales, les fondations « philanthro-capitalistes » et leur forum, les institutions politiques et économiques régionales (Union Africaine, Banque Africaine de Développement) et internationales.

Jusqu'à présent, cette « Nouvelle Alliance » repose sur des lettres d'intentions que 45 entreprises locales et multinationales ont signées, s'engageant à investir 3 milliards de dollars en Afrique. Les pays qui seront concernés en premier sont la Tanzanie, l'Éthiopie et le Ghana.

On retrouve parmi les partenaires de cette Alliance : Dupont, Monsanto, Cargill, Diago, PepsiCO, SABMiller, United Phosphorous Ltd, Yara International, Vodaphone, Unilever et Diageo ainsi qu'une vingtaine d'entreprises africaines comme Tansed, entreprise tanzanienne de semences⁵⁶.

L'initiative « Scaling Seeds and Other Technologies Partnership » constitue l'un des pans de la « Nouvelle

Alliance » en vue d'augmenter la productivité agricole en Afrique⁵⁷. Son objectif est de « renforcer le secteur semencier et promouvoir la commercialisation, la distribution et l'adoption de technologies clés et de variétés de semences améliorées »⁵⁸. C'est AGRA qui s'en est vue confier la réalisation.

Cette initiative est également marquante du fait qu'elle ressort du carton des recettes traditionnelles des politiques de « développement » : les conditionnalités⁵⁹. Ainsi, pour être éligible, un pays ayant la volonté de bénéficier des bienfaits de l'alliance se doit d'« affiner ses politiques dans le but d'améliorer les opportunités d'investissement »⁶⁰ comme l'indique l'USAid.

Sur la scène internationale, on assiste bien à une déclaration de foi envers les marchés et leur efficacité redistributive. La tendance au désinvestissement étatique de la gestion de la société au profit d'acteurs privés nationaux et multinationaux de plus en plus puissants se généralise.

Les habits neufs du développement ou « Business as usual »⁶¹

- DuPont s'est engagé à investir 3 millions de dollars en 3 ans pour assister les petits agriculteurs⁶² par le stockage de semences améliorées et des programmes en vue d'augmenter l'utilisation d'engrais, ...
- Yara International s'est engagé à investir jusqu'à 2 milliards de dollars pour construire une usine d'engrais de classe mondiale (sic.) et pour développer des centres de distribution d'engrais en Afrique sub-saharienne⁶³.
- Rabobank s'est engagé à créer une institution spécialisée qui pourrait fournir jusqu'à 135 millions de prêts en 5 ans à des PME impliquées dans la chaîne alimentaire en Afrique de l'Ouest⁶⁴.
- Tansed s'est engagée à former des contractants dans la production de semences brevetées et dans le packaging de celles-ci (sacs ayant des capacités de 0,25 à 2 kg) afin de s'aligner sur le pouvoir d'achat des petits producteurs⁶⁵.

En contrepartie, les Etats s'engagent à

- Augmenter la participation du secteur privé dans le développement, la multiplication et la distribution de semences,
- Augmenter la capacité du secteur privé d'accéder aux marchés en réduisant les barrières à la compétitivité⁶⁶,
- Renforcer les droits d'usage du foncier pour stimuler l'investissement dans l'agriculture (et parmi les propositions concrètes : affiner les législations foncières, si nécessaire, pour encourager la location de terres à long terme).

Note : il s'agit ici, à titre exemplatif, de quelques-uns des engagements pris par l'Éthiopie⁶⁷.



Des constats qui posent question

Comme nous le montre l'expérience de la première révolution verte, on peut s'attendre à des effets néfastes notamment pour les populations paysannes et pour l'environnement. Une telle logique fait surgir d'autres questionnements : sur quels argumentaires reposent les actions de ces acteurs ? Quel est l'intérêt des multinationales ? À qui vont bénéficier ces programmes ? Quelle est la légitimité des décisions prises par ces acteurs ?

Un argumentaire technocratique qui passe à côté des causes structurelles de la faim

Comme pour la poursuite de l'agenda néolibéral, ces politiques de développement de l'agrobusiness se cachent derrière le bouclier de l'inévitabilité (« il n'y a pas d'alternative ») et le caractère « scientifique » des politiques prônées. De manière globale, la plupart des initiatives ici abordées reposent sur l'idée selon laquelle la faim serait uniquement un problème d'ordre technique et financier. Pourtant, le problème de la faim ne se résoudra pas uniquement avec l'utilisation de semences « performantes », « hybrides » enrichies en vitamines. La faim est avant tout un problème éminemment politique notamment entretenu par les politiques commerciales internationales de ces dernières décennies marquées par la dérégulation et la spéculation. Or, c'est une continuation de cette dérégulation qui est proposée aux pays « en voie de développement » en lieu et place d'une transformation.

Les solutions proposées ne peuvent vaincre le problème de la faim si elles ne s'attaquent pas aux causes structurelles qui l'entretiennent. Il est étrange que ce qui constitue la cause même du problème auquel on s'attaque s'affiche comme la solution.

Des objectifs avant tout économiques

En contrepartie d'un appui à l'amélioration de l'accès à la nourriture pour les paysans et de leurs revenus, le secteur privé, comme il l'exprime dans les conclusions de sa Business Alliance (BAACH), escompte « *générer des profits, capturer des parts de marchés, étendre des réseaux de distribution, sécuriser de nouveaux partenaires commerciaux, augmenter la qualité, l'efficacité et la flexibilité de la chaîne logistique, sécuriser la loyauté du consommateur et sa connaissance des marques [brand recognition], obtenir une bonne réputation publique, renforcer la croissance et la compétitivité économique régionale* »⁶⁸. Et comme l'indique un rapport de l'ONU sur le rôle du secteur privé dans l'atteinte des OMD, il ne faut pas oublier que « *deux-tiers des plus pauvres de la population mondiale ont 5 milliards de milliards en pouvoir d'achat. En plus de représenter un marché inexploité de consommateurs, ce groupe de personnes représente une source majeure d'employés et de fournisseurs pour les compagnies ayant la créativité, l'agilité et l'innovation nécessaires pour s'implanter de manière profitable dans les marchés émergents* »⁶⁹.

Pour les multinationales, cette stratégie vise donc « *à intégrer dans leurs modèles économiques près de quatre milliards de personnes vivant avec moins de 5 à 6 dollars par jour* » comme le signale David Menascé dans une étude sur la contribution des multinationales aux OMD⁷⁰. Les cas de la « Nouvelle Alliance » promus dans le cadre du G8 et de la « Business Alliance » du Forum Economique Mondial sont exemplatifs. Il est malheureusement fort peu probable que de tels programmes aboutissent à des situations où les acteurs concernés (agriculteurs, multinationales et Etats) se retrouvent tous en situation gagnante, en « win-win » pour reprendre l'expression employée par les institutions internationales.

Pourquoi les multinationales bénéficient-elles d'aides, de financements et de la légitimité offerts par les Etats et Institutions internationales ? Les bénéficiaires de tels appuis devraient être les agriculteurs, les coopératives et les petites et moyennes entreprises de transformation et de commercialisation produisant à destination du marché local national et régional.



Des processus décisionnels à la légitimité limitée

La question des acteurs s'étend aux arènes politiques dans lesquelles ils évoluent et où les décisions sont prises. Dans l'exemple de la « révolution verte authentiquement africaine », les décisions sont majoritairement prises dans des cénacles et institutions internationales comme le G8, les fondations philanthro-capitalistes et le Forum Economique Mondial. Ces groupes s'approprient le mandat pour prendre de telles décisions. Or, au niveau international, il existe un lieu ayant reçu un tel mandat : le Comité de l'ONU de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA), qui fait la part belle aux mouvements paysans, aux ONG, au secteur privé, aux centres de recherches et aux institutions internationales. C'est à l'heure actuelle le seul espace politique mandaté pour prendre des décisions sur de telles matières. Pourtant, peu en font cas.

Le CSA a reçu un mandat des gouvernements membres pour devenir « la plateforme centrale des Nations-Unies pour toutes les questions relatives à la sécurité alimentaire et la nutrition ». Les organisations de la société civile ont obtenu leur reconnaissance et sont impliquées en tant que participants à part entière⁷¹. Ainsi réformé, « le Comité [...] favorisera une meilleure convergence des politiques, notamment par la mise au point de stratégies internationales et de directives volontaires sur la sécurité alimentaire et la nutrition ».

Quant à l'Union Africaine, si elle possède la légitimité nécessaire à traiter de tels dossiers, les décisions prises ne se basent pas pour autant sur de larges consultations avec les acteurs de terrain concernés et ne semblent pas non plus prendre en compte les spécificités territoriales. De plus, comme déjà signalé, les acteurs économiques avec qui elle traite et qui orientent une partie des décisions concernant ses politiques agricoles n'ont ni mandat ni légitimité pour traiter de ces questions.

De telles politiques risquent de perpétuer et d'accroître les inégalités vu que l'application de ces propositions aboutira vraisemblablement à la concentration croissante du pouvoir et des richesses aux mains d'un oligopole de multinationales surpuissantes.

Qu'en pensent les acteurs de terrain défendant l'agriculture paysanne ? Quelle est leur position ? Sont-ils porteurs d'alternatives ? Lesquelles ?



- 1 Chargé de recherches et de plaidoyer, Entraide & Fraternité
- 2 ETC GROUP, *who will feed us? question for the food and climate crisis* (2009), p.1
http://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/ETC_Who_Will_Feed_Us.pdf
- 3 PHILIPPE CHALMIN, « L'agrobusiness : réponse à une demande alimentaire ? » in *Annales de Géographie*. T.89 n°493 (1980), pp.359-372
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_1980_num_89_493_19959
- 4 ONUDI, *L'agribusiness au secours de la prospérité en Afrique* (2011), p.29
http://www.unido.org/fileadmin/user_media/Services/Agro-Industries/Agribusiness/agribusiness_french_e-book.pdf
- 5 ERNEST FEDER, « How Agribusiness Operates in Underdeveloped Agricultures: Harvard Business School Myths and Reality » in *Development and Change* n°7(1976), p.413-443
- 6 Ibidem.
- 7 PADMA MALLAMPALLY et KARL P. SAUVANT, « l'investissement direct étranger dans les pays en développement » in *Finances & Développement*, Vol 36 n°1 (1999), p.34
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/1999/03/pdf/mallampa.pdf>
- 8 PHILIP MCMICHAEL, « La restructuration globale des systèmes agro-alimentaires » in *Mondes en développement* no 117 (2002), p. 45-53
www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2002-1-page-45.htm
- 9 FRANCES MOORE LAPPÉ, JOSEPH COLLINS et PETER ROSSET, « World Hunger: 12 Myths » (1998) cité dans : SUE BRANFORD, *Food sovereignty : reclaiming the global food system*, War on Want (2011), p.5
<http://www.waronwant.org/attachments/Food%20sovereignty%20report.pdf>
- 10 Voir document d'analyse précédent : FRANÇOIS DELVAUX et CARMELINA CARRACILLO (coord.), *Commerce international : quels enjeux pour l'agriculture paysanne ?*, Entraide & Fraternité (2012)
- 11 AFSANÉ BASSIR-POUR, « L'ONU cultive ses relations avec le secteur privé : Kofi Annan, le secrétaire général, veut promouvoir un code de bonne conduite dans les multinationales » in *Le Monde Economie* (2001)
www.er.uqam.ca/nobel/r22714/jur7642/PrivatONU.rtf
- 12 <http://www.unglobalcompact.org/languages/french/francais1.html>
- 13 MICHEL ROGALSKI, « L'ONU, les multinationales et la « gouvernance globale » » in *Recherches internationales* n° 63 (2001), p.3
http://www.gabrielperi.fr/IMG/article_PDF/article_a442.pdf
- 14 Ibidem.
- 15 SABRINA FERNANDES et RICHARD GIRARD, *Corporations, climate and the United Nations : How big business has seized control of Global Climate Negotiations*, The Polaris Institute (2011), p.6
<http://www.polarisinstitute.org/files/CorporationsClimateandtheUN.pdf>
- 16 RÉMY HERRERA, « OMD : lutte contre la pauvreté ou guerre contre les pauvres ? » in *Alternatives Sud*, Vol.13 (2006), p.188
- 17 <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2004/SGSM9405.doc.htm>
- 18 <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2004/SGSM9405.doc.htm>
- 19 GENEROSE NZIGUHEBA et al., « The African Green Revolution: Results from the Millennium Villages Project » in *Advances in Agronomy*, Vol. 109 (2010)
<http://www.millenniumvillages.org/uploads/ReportPaper/Advances-in-Agronomy-Oct10.pdf>
- 20 <http://www.millenniumvillages.org/millenniumpromise>
- 21 THE FEDERAL TRADE COMMISSION, *Analysis of the Complaint and Proposed Consent Order to Aid Public Comment In the Matter of Agrium Inc. and UAP Holding Corporation*
<http://www.ftc.gov/os/caselist/0810073/080505analysis0810073.pdf>
- 22 BBC, *Cargill to split off Mosaic fertiliser business* (2011)
<http://www.bbc.co.uk/news/business-12223569>
- 23 <http://www.millenniumvillages.org/field-notes/diy-women-bring-mega-brand-to-mwandama>
- 24 Voir l'encart « Agra, un cheval de Troie pour les OGM ? » évoquant les liens étroits entre AGRA et Monsanto dans notre précédent document d'analyse : CARMELINA CARRACILLO et FRANÇOIS DELVAUX (coord.), *Commerce international : quels enjeux pour l'agriculture paysanne ?*, Entraide & Fraternité (2012)
- 25 TANYA KERSEN, *Alliance for the Green Revolution in Africa (AGRA) – fact sheet*, Institute for Food and Development Policy (2009)
<http://www.foodfirst.org/files/pdf/AGRA%20Fact%20Sheet%209-09%20by%20Tanya%20Kerssen.pdf>
- 26 Quand elle ne plaide pour que l'Etat subsidie de tels achats.
- 27 GRAIN, *Une nouvelle révolution verte pour l'Afrique ?* (2007)
<http://www.grain.org/article/entries/137-une-nouvelle-revolution-verte-pour-l-afrique>
- 28 JOHN GACHIRI, « JP Morgan linked firm launches Sh2bn fund » in *Business Daily Africa* (19 octobre 2012)
<http://www.businessdailyafrica.com/JP+Morgan+linked+firm+launches+Sh2bn+fund+/-/539552/1436472/-/h35b7sz/-/index.html>
- 29 <http://www.prnewswire.com/news-releases/usaid-partnership-establishes-african-agricultural-fund-130704888.html>
- 30 Cela pourrait consister par exemple à distribuer des bons d'achats ou des bons de réduction, afin que la demande de telles semences augmente.



- ³¹ <http://www.agra-alliance.org/what-we-do/policy/>
- ³² FORUM ECONOMIQUE MONDIAL, *Business Alliance Against Chronic Hunger: A public-private partnership managed by the World Economic Forum*
https://members.weforum.org/pdf/initiatives/baach_brochure.pdf
- ³³ Entretien réalisé à Bukavu au printemps 2012
- ³⁴ FORUM ECONOMIQUE MONDIAL, *The Business Role in Achieving a Green Revolution for Africa: A report on the experience to date of the World Economic Forum's Business Alliance Against Chronic Hunger* (2008), p.5
https://members.weforum.org/pdf/BAACH/Business_Role_in_Achieving_a_Green_Revolution_for_Africa.pdf
- ³⁵ Ibidem.
- ³⁶ UNDP KENYA, *Expanded Business Alliance Against Chronic Hunger (BAACH)*
<http://www.ke.undp.org/index.php/projects/expanded-business-alliance-against-chronic-hunger-baach>
- ³⁷ La conférence de Berlin fut organisée par le chancelier Bismarck afin d'établir les règles qui devaient présider à la colonisation de l'Afrique. L'une de ces règles était l'obligation d'occuper effectivement un territoire avant d'en revendiquer la possession. Cela eut pour conséquence d'entraîner une « course au clocher » : Britanniques, Français, Allemands, Belges, Portugais, Italiens se lancèrent dans l'intérieur de l'Afrique (source : encyclopédie Universalis).
- ³⁸ FORUM ECONOMIQUE MONDIAL, *Putting the New Vision for Agriculture into Action: A Transformation Is Happening – A report by the World Economic Forum's New Vision for Agriculture initiative* (2012)
http://www3.weforum.org/docs/WEF_FB_NewVisionAgriculture_HappeningTransformation_Report_2012.pdf
- ³⁹ Ibidem.
- ⁴⁰ L'article suivant traite des effets relatifs à la poursuite d'un tel modèle.
- ⁴¹ FORUM ECONOMIQUE MONDIAL, *Putting the New Vision for Agriculture into Action: A Transformation Is Happening – A report by the World Economic Forum's New Vision for Agriculture initiative* (2012)
http://www3.weforum.org/docs/WEF_FB_NewVisionAgriculture_HappeningTransformation_Report_2012.pdf
- ⁴² Le CAADP (Comprehensive African Agricultural Development Programme) est un programme conduit par les pays africains, dont l'objectif est de dynamiser la croissance économique en Afrique, grâce à un développement soutenu par l'agriculture et à des réformes agricoles.
<http://www.fao.org/investment/othercollaboration/caadp/fr/>
- ⁴³ <http://growafrica.com/about>
- ⁴⁴ Ibidem.
- ⁴⁵ L'Union Africaine compte 54 États membres (l'Afrique moins le Maroc).
- ⁴⁶ <http://www.nepad.org/fr/foodsecurity/agriculture/about>
- ⁴⁷ Johannesburg declaration on engaging the private sector in furthering Africa's agribusiness, food security and nutrition agenda (2011)
http://www.emrc.be/documents/document/20111023084759-johannesburg_declaration_on_private_sector_engagement_to_further_africa%E2%80%99s_agribusiness_food_security_and_nutrition_agenda.pdf
- ⁴⁸ Déclaration d'Abuja sur les engrais en faveur de la révolution verte africaine
<http://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/african-fertilizer-financing-mechanism/abuja-declaration/>
- ⁴⁹ <http://www.ifad.org/events/fertilizer/index.htm>
- ⁵⁰ Voir notamment : CARMELINA CARRACILLO et FRANÇOIS DELVAUX (coord.), *Commerce international : quels enjeux pour l'agriculture paysanne ?*, Entraide & Fraternité (2012) et CARMELINA CARRACILLO, *Agriculture paysanne et souveraineté alimentaire*, Entraide & Fraternité (2008)
- ⁵¹ Conférence de l'Union Africaine (2009)
http://www.au.int/en/sites/default/files/ASSEMBLY_FR_1_3_JULY_2009_BCP_ASSEMBLY_OF_THE_AFRICAN_UNION_THIRTEENTH_ORDINARY_SESSION.pdf
- ⁵² Strategic Study on bio-energy crops in ECOWAS
http://ecreee.vs120081.hl-users.com/website/index.php?ecreee-promotes-the-era-of-green-energy-in-cape-verde&newsdetail=20111218-197_2011-12-181
et UN partnership to support greater use of bio-energy crops
<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=40301&Cr=sustainable+development&Cr1>
- ⁵³ CARMELINA CARRACILLO et FRANÇOIS DELVAUX (coord.), *Commerce international : quels enjeux pour l'agriculture paysanne ?*, Entraide & Fraternité (2012), p.10
- ⁵⁴ Johannesburg declaration on engaging the private sector in furthering Africa's agribusiness, food security and nutrition agenda (2011)
http://www.emrc.be/documents/document/20111023084759-johannesburg_declaration_on_private_sector_engagement_to_further_africa%E2%80%99s_agribusiness_food_security_and_nutrition_agenda.pdf
- ⁵⁵ ONU, *L'initiative africaine pour les marchés inclusifs : Les entreprises peuvent convertir la pauvreté en prospérité* (2012)
<http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/Partnerships/Private%20Sector/AFIM%20Brochure%202012%20-%20French%20FINAL.pdf>
- ⁵⁶ <http://www.agenceecofin.com/investissement/2105-4929-g8-45-entreprises-s-engagent-a-investir-3-milliards-dans-l-agriculture-africaine>
- ⁵⁷ U.S DEPARTMENT OF STATE, *Fact Sheet: G-8 Action on Food Security and Nutrition* (2012)
<http://www.state.gov/documents/organization/190494.pdf>



et AGRA, *AGRA to help implement new G8 Global Partnership Initiative on Food Security* (press release)

<http://www.agra-alliance.org/what-we-do/news/agra-to-help-implement-new-g8-global-partnership-initiative-on-food-security/>

⁵⁸ Ibidem.

⁵⁹ Référence aux conditions (néolibérales) exigées par les institutions financières internationales en contrepartie d'un prêt aux pays en voie de développement (ou comme aujourd'hui, aux pays d'Europe subissant la crise de la dette publique de plein fouet).

⁶⁰ USAID, *fact sheet : the new alliance for food security and nutrition* (2012)

<http://transition.usaid.gov/press/factsheets/2012/fs120518.html>

in SOPHIA MURPHY et TIMOTHY A. WISE, *G8 punts on food security ... to the private sector* (2012)

<http://triplecrisis.com/g-8-punts-on-food-security-to-the-private-sector/>

⁶¹ Exemples de projets de "développement"

⁶² <http://www.ethiosun.com/2012/05/28/south-africa-approves-partnership-of-dupont-business-pioneer-hi-bred-and/>

⁶³ USAID, *Fact Sheet: More than \$3 billion in Private Sector Investment for the New Alliance for Food Security and Nutrition* (2012)

http://transition.usaid.gov/press/factsheets/2012/fs120518_1.html

⁶⁴ Ibidem.

⁶⁵ Ibidem.

⁶⁶ Parmi les mesures généralement prônés pour augmenter la "compétitivité" d'une économie : réduire le « cout » du travail, flexibiliser le marché du travail, réduire les taxes sur les hauts revenus et sur les entreprises, diminuer les barrières commerciales, ...

⁶⁷ U.S DEPARTMENT OF STATE, *G8 cooperation framework to support the "New Alliance for Food Security and Nutrition" in Ethiopia* (2012)

<http://www.state.gov/documents/organization/190625.pdf>

⁶⁸ FORUM ECONOMIQUE MONDIAL, *The Business Role in Achieving a Green Revolution for Africa : A report on the experience to date of the World Economic Forum's Business Alliance Against Chronic Hunger* (2008), p.8

https://members.weforum.org/pdf/BAACH/Business_Role_in_Achieving_a_Green_Revolution_for_Africa.pdf

⁶⁹ JANE NELSON, DAVE PRESCOTT, *Business and the Millenium Development Goals : a framework for action* (2nd edition), UNDP – International Business Leaders Forum (2008), p.9

⁷⁰ DAVID MENASCÉ, *La contribution des entreprises multinationales aux Objectifs du Millénaire pour le Développement : Étude comparée de quatre secteurs d'activité*, Ministère des affaires étrangères et européennes (2011)

http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/L_AFD/Nos_partenaires/entreprises/pdf/Synth%C3%A8se%20Etude%20Contribution%20des%20entreprises%20aux%20OMD_vf.pdf

⁷¹ MÉCANISME INTERNATIONAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, *Le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) : un guide pour la société civile* (2012)





Des voix discordantes en faveur d'une autre voie

➤ Qu'en est-il de l'agrobusiness et de la révolution verte au Rwanda, au Burundi et au Sud-Kivu ? Quelles sont les positions des acteurs en présence (société civile et officiels – représentants d'institutions internationales, fonctionnaires, gouvernements, ...) ? Quelles sont les alternatives mises en place sur le terrain ? Telles sont les questions auxquelles cet article tente de répondre tout en concluant avec quelques recommandations.

* *Chargé de recherches et de plaidoyer,
Entraide & Fraternité*



La situation dans l'Afrique des Grands Lacs (Burundi, Rwanda, Nord/Sud Kivu) - État des lieux

C'est en 1960 (RDC) et 1962 (Burundi et Rwanda), que ces colonies Belges connurent leur indépendance. Ces trois pays ne partagent pas qu'une histoire politique. Les provinces de l'Est du Congo (Nord et Sud Kivu¹), le Rwanda et le Burundi ont des similitudes géographiques et démographiques : ils sont en effet caractérisés par la taille réduite de leurs territoires et le nombre élevé de populations évoluant à l'intérieur de celui-ci. Plus de 80% de la population de ces pays dépend de l'agriculture. Les terres disponibles sont fortement morcelées (la superficie moyenne exploitée par une famille y est inférieure à 0,5 ha).

Les trois pays, Rwanda en tête, ont également pour caractéristique commune la même volonté : d'une part, accueillir les entreprises multinationales de l'agroalimentaire et autres investisseurs étrangers et d'autre part, orienter les fortunes nationales vers l'agroalimentaire.

Rwanda, le bon élève de la révolution verte

Le Rwanda se démarque fortement par le « volontarisme » de ses politiques. Le Rwanda est, en quelque sorte, une dictature éclairée par les principes du néolibéralisme, adhérant pleinement aux préceptes de la révolution verte. « *Le gouvernement rwandais a décidé de s'attaquer à la pauvreté dans les campagnes en passant d'une agriculture de subsistance à une agriculture de marché en réduisant la proportion de population vivant uniquement de l'agriculture. Le plan « vision 2020 » publié en 2000 prévoit comme objectifs pour 2020 : tripler la production agricole, quintupler les exportations notamment grâce à la transformation locale des produits de l'agriculture et de l'élevage, et ramener à 50% la proportion de population vivant directement de l'agriculture*² » proportion qui est aujourd'hui de 90%. Dès lors, les politiques et programmes de type « révolution verte » fleurissent et se traduisent par :

- Des interventions directes de l'Etat dans la production : régionalisation des cultures (spécialisation en fonction de l'analyse des sols) et monocultures obligatoires, consolidation des terres, imposition de standards,

- Des politiques en faveur de l'utilisation d'intrants : utilisation massive de semences commerciales, subvention d'achats d'intrants et de semences, augmentation de l'importation et de l'utilisation des engrais minéraux (Crop Intensification Program), mise en place d'un réseau de magasins spécialisés dans la vente d'intrants agricoles (« agro-dealers »),
- Des politiques en faveur de l'exportation : création d'une agence nationale d'exportation agricole et programmes d'extension des cultures d'exportation dont les unités de transformations existantes sont peu à peu privatisées.

Le Rwanda a la volonté de passer de 19 000 ha à 39 000 ha de thé cultivés et de 35 000 ha à 85 000 ha de café cultivés d'ici 2017. Il entend également développer un secteur « horticulture » (fleurs et légumineuses) destiné à l'exportation.



L'imposition de standards de production élevés (afin de pouvoir exporter les surplus) cause la faillite d'agriculteurs s'étant jusqu'alors lancés dans la transformation à petite échelle. Cette politique place le secteur de la transformation uniquement dans les mains de ceux qui disposent des capitaux suffisants pour mettre sur pied de grands complexes de transformation. Cette situation permet à ces investisseurs d'être en position de quasi monopole sur un territoire et de fixer les prix. Certes, selon les règles de la libre compétition, toute personne désireuse de vendre ses produits à un meilleur prix pourrait vendre sa production à une autre centrale de transformation. Dans la réalité, les moyens de locomotion des paysans sont inexistantes (du moins pour le transport des récoltes). Les paysans en sortent doublement perdants : non seulement ils se voient forcés de vendre la matière première à celui qui transforme et de la lui racheter une fois transformée (au prix fixé par l'entreprise de transformation) mais en plus, la distance parcourue pour vendre leur produit augmente (de multiples points de transformation étant remplacés par un seul).

Une partie de ces politiques est notamment prise en charge par et en partenariat avec AGRA, fer de lance de la « révolution verte », qui est présent au Rwanda à travers divers projets : développement de semences à haut rendement et résistantes aux maladies, support du secteur privé pour fournir des semences « améliorées » aux agriculteurs, amélioration de la fertilité des sols (par l'entremise d'engrais chimiques), fourniture de



crédits aux initiatives d'agrobusiness à destination des petits producteurs et « investissement » dans la formation et l'encadrement de scientifiques spécialisés dans les céréales³.

Le Sud-Kivu, victime de ses ressources, de l'aide humanitaire et de l'absence d'Etat

Le Sud-Kivu se démarque fortement de ses deux voisins par ses ressources naturelles abondantes. Son sol regorge de minerais convoités par des multinationales telles que BANRO pour l'or – dont l'implantation s'est soldée par le déplacement de populations vers des terres pratiquement incultes⁴ – et TOTAL et ENI, qui ont obtenu des contrats de prospection pétrolière dans le parc national des Virungas – patrimoine mondial de l'Unesco. Ces projets constituent un réel danger pour l'environnement et pour la sécurité alimentaire de la région.

L'agriculture est également caractérisée par une concentration croissante aux mains d'une poignée d'acteurs. Ce phénomène n'est pourtant pas récent ici : certaines grandes exploitations datent de la colonisation durant laquelle les colons s'étaient partagés les terres les plus productives. Sur celles-ci (environ 200 000 hectares), sont produits du café, du thé, de la quinine, Aujourd'hui, le partenaire d'Entraide & Fraternité, le Comité Anti-Bwaki (CAB), signale aussi le risque croissant d'accaparement de terres en vue de produire des agrocarburants.

Sur le plan agricole, l'Etat s'est déchargé de la production, de la vulgarisation des nouvelles techniques et de la commercialisation des engrais et semences au profit du privé et des ONG. Ces dernières années, ce désinvestissement étatique s'accompagne d'une pression forte en faveur de l'utilisation d'engrais chimiques que certaines ONG ont commencé à distribuer, d'abord gratuitement pour intéresser la population, ensuite dans le cadre des essais comparatifs avant de commencer à les vendre⁵.

Depuis de nombreuses années, le Sud-Kivu a également pour particularité d'être au cœur de conflits armés divers – liés entre autre à ses ressources naturelles – avec notamment pour conséquence une aide humanitaire alimentaire qui perdure. Le CAB commente : « *il y a des interventions qui ont pris le dessus sur la volonté de*

produire [l'alimentation]. Depuis 1996, avec les guerres et la violence, des catastrophes humanitaires ont justifié des interventions d'urgence, sous forme de distributions de vivres et de non-vivres à grande échelle organisées par des dizaines d'agences et d'organisations internationales et locales. Des actions, certes louables et bénéfiques, qui sont supposées être de courte durée, localisées et ciblées, sont devenues permanentes, continues et à la mode. Elles ont instauré de nouvelles façons de se comporter, favorisant la facilité et l'affaiblissement des approches durables »⁶. Pourtant, pour qu'il soit durable, « le droit à la nourriture ne passe nullement par la distribution des vivres [...] nous avons des champs qui peuvent produire la même nourriture qu'on vient nous donner »⁷.



Le culte de la modernisation poussé à l'extrême

Dans le cadre de sa politique agricole, l'Etat Congolais propose de distribuer des tracteurs John Deere dans ses différentes provinces. La cour intérieure du bureau de l'Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage (IPAPEL), en est remplie. Malheureusement, le Sud-Kivu est une région fort montagneuse, la taille des surfaces cultivables y est réduite, et l'utilisation d'un tracteur n'est pas envisageable partout du fait du relief. Seules les terres basses, dans la Plaine de la Ruzizi et les bas-fonds des montagnes sont mécanisables. Par ailleurs, un tracteur doit régulièrement être entretenu (y compris les pièces de rechange) et alimenté en carburant : cela constitue un coût que peu de paysans peuvent se permettre. Selon un membre du personnel de l'Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage, ces tracteurs doivent être vus comme un incitant au regroupement et à la consolidation des terres⁸.



L'Agrobusiness au Burundi : du rêve à la réalité

« Avant la crise de 1993, le Burundi connaissait l'autosuffisance alimentaire. Suite à la guerre et plusieurs catastrophes climatiques, la situation nutritionnelle s'est dégradée pour l'immense majorité de la population ».

PAULA SAN PEDRO, « Investir dans l'agriculture au Burundi : Indispensable pour combattre l'insécurité alimentaire et améliorer les conditions de vie des femmes paysannes », OXFAM (juin 2011), p.6

Au Burundi, l'agrobusiness n'est pas encore une réalité mais tend à le devenir. C'est en effet ce modèle de développement qui est porté par des chercheurs, certaines ONG locales, la communauté des bailleurs internationaux et le ministère de l'agriculture qui affirme clairement que l'agriculture familiale est archaïque. Tous les yeux sont tournés vers le Rwanda et son « modèle » de développement, pays dans lequel des responsables du ministère de l'agriculture et de l'élevage (MINAGRI) se rendent dans le cadre de voyages d'étude.

Par ailleurs, l'Etat est en train de mettre en place les conditions nécessaires à la viabilité de ce « développement par l'Agrobusiness » dont une stratégie nationale en vue du développement de l'agrobusiness et de l'amélioration du climat des affaires. Une Agence pour la Promotion de l'Investissement (API) a également été fondée. Cette dernière, consciente des dangers, a fixé des critères « pour ne pas se faire avoir »⁹ (sic.) que les investisseurs doivent respecter, tels que la création d'un nombre minimum d'emplois, une participation majoritaire burundaise et le respect de l'environnement. Ce programme en est à ses balbutiements.

La position des acteurs en présence : des voix discordantes

Sur le terrain, et dans chacun des trois pays, les frontières des concepts d'« agrobusiness » et d'« agriculture paysanne » ne sont pas clairement définies. Chaque acteur se les réapproprie dans son discours, ce qui permet, notamment, l'apparition de positions « intermédiaires » telle que la coexistence de l'agrobusiness et de

l'agriculture familiale. Si les discours ici mis en avant se basent sur les mêmes constats (la nécessité d'une intensification agricole et l'importance d'une intervention étatique), les solutions à y apporter suscitent quant à elles des vives oppositions. D'une part, il existe une opposition entre deux modèles agricoles – du point de vue technique – entre « révolution verte » et intensification agroécologique. D'autre part, une autre opposition apparaît : celle entre deux modèles politiques dans leur dimension économique : entre un Etat se contentant d'offrir un cadre favorable à l'action d'acteurs privés et un Etat acteur d'une véritable souveraineté alimentaire.

Le discours en faveur de l'agrobusiness

Ce discours est tenu, à quelques rares exceptions près par des « officiels »¹⁰ : représentants d'institutions internationales, membres du ministère de l'agriculture, chercheurs universitaires consultants de ces mêmes institutions ou ministères, ... Pour un agronome de la FAO en poste au Burundi, ayant un discours représentatif de cette catégorie d'acteurs, l'agrobusiness constitue une évolution logique, une voie inéluctable. Cette position s'ancre dans le constat de l'inefficacité de l'agriculture paysanne qu'il considère comme un modèle dépassé : « Dans tous les cas, le développement de l'agriculture va passer par l'agrobusiness : le stade où l'on produisait seulement pour la famille est dépassé. Il n'y a pas assez de terre pour que chaque famille, de manière isolée, puisse produire sa propre nourriture. Il faut produire pour le marché maintenant, et échanger ». Un constat qu'il n'est pas le seul à partager : « J'ai entendu la ministre de l'agriculture, encore la semaine passée, elle a appelé l'agriculture familiale de l'agriculture rudimentaire, de l'agriculture archaïque »¹¹.

L'argument principal de ces acteurs en faveur de l'agrobusiness consiste à considérer l'agriculture paysanne comme incapable de satisfaire les besoins du marché local et national. C'est sur l'organisation du système alimentaire que se base leur propos. Les filières, la spécialisation et la consolidation des terres semblent indispensables au développement de l'agrobusiness dans ces régions. Cela n'empêche pas ces acteurs d'avoir des avis divergents quant à l'emploi de techniques de type révolution verte. Certains la revendiquent de manière radicale, d'autres en montrent les limites comme celle par exemple de l'utilisation unique d'engrais chimiques

qui devrait pouvoir être rationnée et complétée par de la fumure organique.

Selon eux, le risque d'une paupérisation accrue que de telles politiques pourraient faire peser sur les populations rurales ne se présente pas (la contrainte d'abandonner l'exploitation par exemple). Comme l'indiquent, chacun à leur manière, un membre de l'IPAPEL, un agronome congolais et un agronome burundais, « tout le monde ne peut pas être cultivateur ». Ceux qu'un tel modèle sortirait de l'agriculture pourraient trouver un emploi dans l'industrie agroalimentaire qui accompagnera ce développement, dans l'entretien des routes, l'artisanat et les activités de loisirs. L'émergence de moyennes exploitations entraîne en effet celle d'industries connexes, ce qui représente de nouvelles opportunités en termes d'emplois et de diversification du point de vue de la production¹². « Si le secteur agricole se développe, il y aura des surplus alimentaires. Ceux-ci pourront alors être transformés et les unités de transformation auront besoin de main d'œuvre. Le produit transformé sera commercialisé et cela nécessitera également de la main d'œuvre, ... »¹³ souligne un économiste agricole de l'université du Burundi.

Mais ce modèle ne peut émerger dans les conditions actuelles. L'Etat a un rôle à jouer dans le développement de l'agrobusiness. Celui-ci devrait limiter son action à l'offre d'un cadre politique et économique favorable aux investissements du secteur privé. Il s'agit alors de « rassurer les investisseurs » (en écho aux obligations de « rassurer les marchés »). « Il y a un secteur privé national mais qui est désintéressé par l'agriculture. Ils disent que l'agriculture c'est trop risqué (aléas climatiques, marchés très fragiles et désorganisés). Ces synergies seraient là pour aider à éliminer ces contraintes, en créant par exemple des assurances agricoles. Le secteur privé local peut avoir des ressources couvrant une bonne partie [des investissements nécessaires]. Mais les investisseurs locaux, les banques

locales n'entendent pas mettre l'argent dans l'agriculture, dans l'agrobusiness : pour l'instant c'est encore désorganisé, encore trop risqué » (FAO, Burundi).

Au Burundi, une agence pour la promotion des investissements (API) a été créée en 2009. Celle-ci est chargée de promouvoir les exportations. « Comme le pays est à 90% agricole, les exportations doivent concentrer une grande partie de l'agriculture. L'API facilite également les investissements et appuie les investisseurs qui veulent se lancer dans l'agrobusiness. [...] Elle est en train d'assainir le climat des affaires afin faciliter les investissements étrangers » (FAO, Burundi).

L'« assainissement » du climat des affaires passe également par la sécurisation des droits de propriété : « il faut protéger les droits de propriété : il ne faut pas qu'après avoir amené ton argent on t'exproprie comme au Congo¹⁴. Les investisseurs étrangers veulent bien venir mais ils exigent des garanties du gouvernement, ce que le gouvernement est en train d'essayer de faire, notamment par la bonne gouvernance. Dans le classement « Doing Business » [de la Banque Mondiale] on a amélioré notre place de dix positions mais on est encore très loin » (FAO, Burundi).

En plus de rassurer les investisseurs potentiels, d'autres réformes sont jugées nécessaires. La privatisation est toujours perçue comme un moyen sérieux de rendre efficace des services jusqu'alors publics. Révolution verte oblige, un des secteurs concernés est celui des intrants : « Une première réforme : remettre le marché des intrants au privé : on peut subventionner mais pourquoi ne pas détaxer ? »¹⁵.

Ce sont les dangers de tels discours, somme toute assez proches de celui de la Banque Mondiale, et de telles pratiques qui sont mises en avant par les tenants d'un modèle agricole et politique alternatif.



Le discours en défaveur de l'agrobusiness

Les représentants de la société civile (ONG locale, Organisation Paysannes) sont quant à eux clairement défavorables à de telles politiques.

► Critique du modèle dominant

Un membre d'ADISCO (Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur Collines, Burundi) montre les limites « physiques » d'une telle approche dans le cadre du Burundi : « *Aujourd'hui, les politiques agricoles en Afrique sont souvent montées par des experts occidentaux qui n'ont aucune connaissance des réalités africaines. Toutes les politiques agricoles d'Afrique (...) disent que pour sauver l'Afrique, il faut passer par l'agrobusiness. Et bien moi je considère que c'est cela le plus criminel qui puisse arriver. C'est le mot, je l'ai bien pesé. C'est simplement criminel. Pourquoi j'utilise un mot fort ? Dans un pays comme le nôtre où la moyenne de superficie cultivée est de 0,38 hectares, un modèle centré sur le commercial est un simple suicide. Que deviennent les personnes qui sont exclues de l'agriculture ? On n'a pas d'industrie ! (...) Ce sont des politiques qui, au lieu d'améliorer la productivité des exploitations agricoles, veulent concentrer les moyens sur quelques riches, soi-disant pour que plus de richesse soit produite* ». Pascasie Kana, secrétaire exécutive de l'OAP (Organisation d'appui à l'Auto Promotion), va également dans ce sens, affirmant que de telles politiques ont « *pour résultat de venir encore creuser les écarts entre les exploitants et les exploités* »¹⁶.

Un membre d'ADISCO souligne par ailleurs le risque qu'engendrerait une politique de modernisation agricole tournée vers la spécialisation et les filières au Burundi : « *Sur des systèmes de production à petite échelle comme ceux là, le fait d'orienter l'agriculture vers des systèmes de filières, selon le modèle rwandais de spécialisation et de consolidation des terres peut avoir de graves conséquences. Vous prenez des paysans et vous les obligez à se spécialiser sur une filière de maïs afin de gagner de l'argent. Supposez que le cours du maïs s'effondre : qu'est ce qui va se passer ? Les gens n'auront pas assez d'argent pour acheter de la nourriture. [...] Le plus grave, c'est que l'on prend un paysan qui était capable de s'alimenter et qu'on le met sur un produit dont le prix dépend d'une bourse qui se trouve à New-York, enfin plus exactement à Chicago pour le maïs. [...] Son maïs connaîtra la même réalité que celle du café, à savoir : cette semaine, on a un prix et la semaine prochaine, on a un autre en fonction d'une bourse sur laquelle on n'a aucune emprise. Là, j'ai parlé de prix. Supposez maintenant qu'une maladie se déclare sur le maïs, [...] qu'est-ce qui se passe ? Catastrophe humanitaire. Donc le fait que des organisations du Nord soient en train de pousser les pays d'Afrique vers des politiques agricoles de spécialisation, qui ne mettent pas en avant l'alimentation et la diversification des risques dans le revenu, [...] c'est du néocolonialisme à très haut niveau* ».

Outres les risques liés aux spécificités géographiques et démographiques de la région ainsi que celui réel d'accroissement des inégalités que peuvent engendrer des politiques de modernisations agricole, ce sont également les techniques proposées qui sont décriées et déclarées comme inaptes. Un agronome, qui a, par le passé, partagé cette même vision s'exprime en ces termes : « *Ce sont souvent des ingénieurs agronomes, convaincus, comme moi je l'étais il y a 30 ans quand je sortais de l'école, qui disent : ça ce sont des paysans incapables qui n'ont aucune technique. Mettons des engrais, prenons les bonnes semences : les rendements vont augmenter et la faim disparaîtra. Ça fait cinquante ans qu'on dit ça et la faim a encore augmenté* ». Cela ne l'empêche pas d'envisager une utilisation conjointe d'engrais chimiques (sous forme de micro-doses) et de fumure organique. C'est également un discours similaire que tient l'agronome en poste à la FAO : « *On dit que la révolution verte dope les rendements, mais c'est seulement pour un certain temps, car les terres se dégradent. Il y a quantité de littérature sur la révolution verte. Pour un certain temps, le Burundi deviendrait excédentaire, exportateur de céréales en 2 ou 3 ans mais est-ce vraiment durable ? Par exemple sur deux générations, 25-50 ans, est-ce que ça va aller ? [Au Burundi] Nous avons un grand potentiel avec notre fumure organique. Personnellement, je serais partisan d'une agriculture bio parce que les rendements qu'on a avec la fumure organique sont vraiment impressionnants. C'est pourquoi selon moi il faut intensifier l'agriculture mais sans toutefois passer par une révolution verte* » (FAO, Burundi).

Un membre d'ADISCO met par ailleurs en avant l'aveuglement technique de ces solutions et les effets néfastes que cela peut avoir sur le sort des paysans : « *vous ne pouvez pratiquement trouver aucun sociologue dans ces projets,*





c'est ça qui frappe. Aucune personne ne réfléchit en termes de conséquences sur l'économie, sur le social ... N'ayant pas la connaissance profonde du tissu social et des mécanismes de réflexions paysanne, ils [les personnes travaillant au développement de l'agriculture] tapent toujours à côté. Les projets de développement sont de très gros échecs. Ça fait 160 milliard de francs Burundais qui sont injectés chaque année dans l'agriculture et la situation du paysan ne fait que se détériorer ».

► Réappropriation du concept d'agrobusiness par la société civile : les contours d'un modèle alternatif

Bien que l'on parle ici d'agrobusiness, les conditions posées et les interprétations faites de ce concept ne nous permettent pas de l'assimiler complètement avec la définition donnée en début d'article précédent. Il s'agit d'un processus de réappropriation par les acteurs de la société civile. Patient Bagenda définit ainsi les conditions sous lesquelles l'agrobusiness pourrait s'appliquer à son pays¹⁷.

« Dans la région, il existe déjà des grosses entreprises qui exploitent de grandes étendues de terres cultivables ; elles y pratiquent la culture de rente (thé et quinquina) destinée entièrement à l'exportation. Dans le contexte actuel marqué par un déficit alimentaire chronique, une des conditions principales de l'agrobusiness serait qu'elle contribue aux besoins des populations locales. Cela suppose qu'elle s'oriente dans la production vivrière en vue du marché local et national. Nous avons besoin de l'agrobusiness pour autant qu'il contribue à la satisfaction des besoins immédiats des populations, sur le plan alimentaire et l'amélioration du revenu. Car la seule production entre les mains des paysans, de petits exploitants, ne suffira jamais à combler la demande et les besoins d'une population à démographie galopante. Nous n'avons pas besoin d'un agrobusiness qui exploite les terres, produise pour l'extérieur sans rien laisser à la population, en sachant que – comme c'est le cas pour les exploitations de thé et quinquina – les retombées d'un tel agrobusiness sont quasi insignifiantes tant sur le plan des salaires donnés aux ouvriers que par rapport aux ressources que l'Etat y tire sous forme de taxes. De plus, l'agrobusiness doit être vu comme un acteur et une dynamique parmi d'autres ; il devrait opérer dans une cohabitation et un contexte qui favorise les petites exploitations et les petits capitaux. Nous admettons donc qu'il y ait des investisseurs étrangers qui viennent, soit via des accords entre privés, soit via des concessions accordées par l'Etat, sans préjudicier la population locale en quête des terres cultivables. J'admets donc que les gros capitaux viennent, à la condition qu'ils se focalisent sur la production répondant aux besoins immédiats des populations et non ceux des intérêts extérieurs uniquement. Et dans le cas d'exploitation à destination extérieure, comme à ce stade le biocarburant, il faudra



que les populations locales y gagnent par de larges compensations en salaires décentes et en recettes visibles et justes pour le Trésor Public. En tout état de cause, l'agrobusiness doit se faire dans le respect strict des normes et réglementations concernant les industries extractives (ITIE). Etant dans une zone de déficit alimentaire, nous devons veiller à ce que les terres cultivables soient orientées prioritairement dans l'agriculture vivrière. Les exploitants locaux doivent jouir de facilités pour leur permettre d'améliorer leurs rendements, mais aussi de développer des filières qui assurent les différentes étapes, allant de la production à la transformation et à la commercialisation ».

L'agrobusiness accepté sous conditions viendrait compléter la production offerte par des entrepreneurs nationaux ainsi que par l'agriculture paysanne: « ce qui est réel c'est qu'on aura sûrement une génération ou une classe des nationaux qui va s'investir dans la production, des gens qui héritent de terrains et qui veulent les mettre en valeur, des gens qui, par leur formation et leur expérience, veulent faire de l'agriculture et passer du stade de la production de subsistance à l'agriculture d'affaire, économique. Mais ceux-là ne peuvent prospérer et être réellement des acteurs de la production locale et nationale que s'ils sont soutenus par l'Etat, que si leur production est protégée et sécurisée par rapport aux importations. En même temps, il faudra permettre aux paysans, c'est-à-dire à l'agriculture familiale de prospérer, de devenir intensive, de produire davantage, et d'être aussi sur le marché » (Patient Bagenda, Sud-Kivu).

Pascasie Kana, bien qu'elle l'énonce en d'autres mots, partage une vision similaire à celle de Patient Bagenda : « Il faut les deux [l'agriculture familiale et l'agrobusiness]. Si l'agrobusiness se fait dans l'avantage du paysan, je l'accepte. [...] Je suis aussi pour que l'agriculture familiale soit très bien développée. Ce genre d'agriculture familiale doit être fortement favorisé mais ça ne doit pas empêcher l'émanation de cette culture moderne, de cette façon moderne de voir les choses, à condition que cela respecte les normes familiales. Cela veut donc dire que de telles politiques ne doivent pas arracher toutes les terres aux paysans mais au contraire, les leur laisser afin de les appuyer (...) l'agrobusiness peut réellement aider à assurer la sécurité alimentaire pourvu que la récolte revienne dans la communauté ». L'agrobusiness auquel elle fait référence est pourtant fort différent de celui défini dans le chapitre précédent. En effet, pour elle, « L'agrobusiness, c'est la diversification des cultures avec des moyens modernes pour une production importante et pour une lutte pour la sécurité alimentaire. Tant qu'il n'y a pas ces éléments là, pour moi, ce n'est pas de l'agrobusiness. (...) C'est aussi un système qui peut prévoir tous ces aléas [climatique, économique, ...] et qui peut protéger les producteurs ».

C'est donc une vision radicalement différente de l'agrobusiness qui est ici offerte et qui, afin de répondre réellement à l'insécurité alimentaire sans nuire à d'autres acteurs, nécessiterait un encadrement fort de la part de l'Etat. « Ce rôle, c'est d'abord un rôle d'appui sur le plan des facilités nécessaires : dans un pays sous alimenté [...]. Il y a des moyens dont les producteurs ont besoin : des routes par exemple. Il n'y a que l'Etat qui puisse les construire. Le rôle de l'Etat concerne également les facilités : ici les gens ont besoin d'argent. Si l'Etat ne veut pas donner d'argent en termes de crédit, il peut faciliter le fait que les gens aient accès à des crédits. (...) : il n'y a par exemple pas de loi sur les crédits agricoles. Une solution serait que l'Etat impose des conditions à toutes les Institutions de Micro-Finance, à tous ces gens du système financier, afin de permettre aux paysans d'avoir un crédit à des conditions faciles. Je parlais de la sécurisation de la production : il n'y a que l'Etat qui peut garantir que les produits entrant en concurrence avec la production locale n'entrent pas dans le pays. Il peut aussi garantir que le prix des produits qui viennent de l'extérieur ne soit pas en deçà du prix de la production locale au moyen de taxes. C'est vrai les commerçants sont libres mais s'ils n'ont aucun intérêt financier à importer, ils ne le feront plus » (Patient Bagenda, Sud-Kivu).

Pour les personnes interrogées de la société civile, une cohabitation entre différents types d'exploitations est donc tout à fait envisageable. Celles-ci, malgré la diversité de leur taille, partageraient néanmoins un objectif identique : la production, au moyen de techniques agroécologiques couplée à une certaine forme de mécanisation et de modernisation – maitrisable par une entité familiale –, de cultures vivrières à destination première des marchés locaux et nationaux. Le développement de ce modèle nécessiterait un cadre législatif et étatique fort.



Des alternatives concrètes

Les acteurs de la société civile, agriculteurs et entrepreneurs locaux, ne se limitent pas à porter une alternative de manière théorique. Les quelques exemples ici abordés démontrent leur capacité à mettre en place des alternatives au modèle économique dominant au moyen de techniques agro-écologiques. Ces exemples couvrent les différents secteurs du système alimentaire (production, transformation et commercialisation).



L'intensification agroécologique, un pied de nez à la révolution verte

« L'agroécologie est à la fois une science et un ensemble de pratiques. Elle résulte de la fusion de deux disciplines scientifiques, l'agronomie et l'écologie. En tant que science, l'agroécologie est l'« application de la science écologique à l'étude, à la conception et à la gestion d'agroécosystèmes durables ». En tant qu'ensemble de pratiques agricoles, l'agroécologie recherche des moyens d'améliorer les systèmes agricoles en imitant les processus naturels [plutôt que l'industrie], [...]. Les principes fondamentaux de l'agroécologie sont notamment les suivants : le recyclage des éléments nutritifs et de l'énergie [...]; l'intégration des cultures et du bétail; la diversification des espèces et des ressources génétiques des agroécosystèmes [...]; ... ».

OLIVIER DE SCHUTTER, *« Agroécologie et droit à l'alimentation »*, Rapport présenté à la 16^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU¹⁸

DAKA est une association de cultivateurs burundais créée en 2000 soutenue par l'OAP depuis 2002/2003. Lors de la première année, l'association a reçu des engrais de même que deux vaches. Les engrais sont utilisés la première année, le temps que les vaches soient en mesure de fournir la fumure organique nécessaire. Une tournante de ces vaches chez chacun des membres est organisée afin que chacun puisse constituer du fumier. Le remboursement se fait en nature (pour une vache donnée, le bénéficiaire rend le veau à la mise-bas). En principe, après une année, les agriculteurs sont autonomes. Les veaux que la vache met au monde sont ensuite répartis entre les différents agriculteurs afin qu'à terme, chacun puisse produire sa fumure organique de manière autonome. L'utilisation d'intrants chimiques ne se fait par la suite que de manière épisodique et dans certaines situations précises. La rotation a par ailleurs été encouragée

et des bananiers ont été plantés sur les courbes de niveaux afin d'éviter l'érosion des sols.

Au Rwanda, l'APROJUMAP aide à accroître la productivité des agriculteurs sur leurs propres parcelles, notamment à travers la fertilisation organique de celles-ci. Leurs programmes visent notamment à la promotion de la stabulation permanente, de l'élevage de petit bétail et de la formation au compostage. L'APROJUMAP s'attèle également à lutter contre l'érosion via la constitution de fossés antiérosifs, la plantation d'arbustes agroforestiers et de plantes fourragères (permettant à la fois de lutter contre l'érosion et d'alimenter les animaux).

Comme l'explique Patient Bagenda, ce type d'initiatives rencontre sur le terrain la concurrence des promoteurs des solutions de type « révolution verte ». Les agriculteurs se retrouvent donc face à un choix difficile à prendre. C'est pourquoi des campagnes d'information, de formation et de promotion sont mises en place : *« On forme depuis longtemps à l'utilisation du compost qui est moins cher, qui est presque sans frais par rapport aux engrais chimiques. Quelques exploitants ont pris goût parce qu'on leur donnait gratuitement des quantités d'engrais au début. Ces paysans ont fait de bonnes récoltes. Maintenant ils doivent acheter le même engrais ; ils se rendent ainsi compte que cela coûte et que le prix augmente d'année en année. Combien de paysans peuvent suivre l'évolution des prix alors qu'ils ne vendent pas suffisamment et que les prix de leurs récoltes n'évoluent pas au même rythme que ceux des fertilisants ? Des paysans se plaignent que leurs champs ne produisent plus comme avant après qu'ils aient arrêté de mettre l'engrais. C'est qu'il y a un impact réel sur les sols. On essaye de parler de tout ça avec les paysans. Maintenant, on parle aussi de l'approche GIFT (Gestion Intégrée de la Fertilité des Terres), qui consiste à associer engrais chimiques et composts : une technique qui permet de limiter les effets des seuls fertilisants chimiques tout en valorisant davantage les fertilisants organiques. Tout cela doit être enseigné ».*

Le CAB s'investit dans plusieurs projets afin de permettre aux agriculteurs de faire leur choix en toute connaissance de cause : *« Pour nous, les champs de formation, c'est justement montrer aux gens qu'ils peuvent produire beaucoup, augmenter leur production en intégrant des techniques qu'ils peuvent maîtriser le mieux et qui sont accessibles ».*



L'apprentissage ne se limite pas à proposer des alternatives aux engrais chimiques. Il s'agit de montrer le large éventail de techniques agroécologiques capables d'améliorer la production. « [Il existe] *des techniques à adopter par rapport à la question de l'érosion ou par rapport à la question du changement climatique : sur ces champs, on essaye de montrer toutes les autres techniques, notamment l'association des cultures, les écartements, ... et en fin de compte, les gens voient qu'en appliquant ces différentes techniques, ils peuvent augmenter leur production* ».

Cela ne suffit pas toujours à convaincre des agriculteurs plutôt décidés en faveur des techniques de type « révolution verte » qui apparaissent de prime à bord moins complexes à mettre en œuvre et dont les résultats sont presque immédiatement visibles ... du moins avant qu'ils ne déchantent. « *On a des gens qui ont écouté notre discours, qui ont également écouté celui de ceux faisant la promotion des engrais chimiques et qui sont revenus vers nous et nous ont dit : vous aviez raison, j'ai acheté des engrais, j'ai mis, j'ai produit beaucoup, j'ai multiplié par 5 ou par 10 ma production. L'année suivante je n'avais pas d'engrais, j'ai planté et mon champ n'a plus rien donné* ».

La transformation et la commercialisation au profit des paysans

Le « Centre de Transformation et de Vente » (CTV) issu du CAB, sert de plateforme d'échanges entre des coopératives des différents produits transformés qu'elles commercialisent. Il s'occupe d'acheter une partie de la production des coopératives installées dans les différentes sous-provinces du Sud-Kivu. Les différents surplus sont acheminés à Bukavu pour y être transformés puis revendus aux coopératives. L'idée est de permettre aux paysans de bénéficier des productions propres à d'autres zones géographiques. Un village situé sur des terres où la culture du maïs est dominante peut donc bénéficier du riz produit dans un autre village basé sur des terres propices à cette culture. La production ainsi échangée entre les différentes coopératives représente 60 à 80% de la quantité transformée. Le reste est vendu sur le marché à Bukavu. L'objectif affiché est l'autonomie totale du centre qui sera alors géré par les coopératives qui se distribueront les bénéfices dégagés.

Ce genre d'entreprises est également le fruit d'initiatives personnelles. C'est ce que montre le cas d'un chimiste congolais s'étant reconverti dans la production de vin de canne à sucre dans son village natal. Le vin est le fruit de la transformation de la canne à sucre achetée



aux paysans voisins, ce qui donne à ceux-ci un incitant à dédier une parcelle de leur exploitation à cette culture et qui leur assure un débouché. Son premier travail fut de fidéliser les consommateurs, de leur faire découvrir cette nouvelle boisson afin de se constituer un large réseau, ce qui lui permet aujourd'hui d'alimenter quelques bistros à Bukavu. Ne pouvant plus assurer la demande à lui tout seul, il décide alors de former d'autres personnes à ce travail, dans sa commune et les environs. Actuellement, huit unités de transformation indépendantes les unes des autres produisent ce vin dans sa zone, employant chacune quelques personnes (lui-même emploie quatre jeunes des environs). L'objectif est d'étendre la vente du produit en ville et être en mesure de prendre un micro-crédit auprès du CAB afin d'augmenter la capacité de son unité de production.

L'OAP s'est quant à elle chargée de mettre en avant les produits de l'agriculture paysanne par le biais d'une foire : « *Nous avons organisé une foire agricole pendant une semaine avec tous nos producteurs ici, il y a deux ans. Nos producteurs avaient amené ce qu'ils avaient produit. Certains n'ont même pas eu assez d'espace pour exposer leur production. Tout le monde est venu à cette foire, même la ministre et l'ambassadeur de Belgique. Ils nous ont dit : tout ça ça vient de Bujumbura rural ? Même les maraichers de Bujumbura sont venus s'y approvisionner. Les gens étaient vraiment étonnés* ». La foire avait donc un double objectif : démontrer que l'agriculture paysanne, correctement appuyée, a du potentiel et offrir un débouché urbain aux paysans en les mettant directement en contact avec les consommateurs.

Les différents acteurs locaux impliqués dans l'agriculture (entrepreneurs, agriculteurs, coopératives, ...) semblent être les acteurs tout désignés d'un secteur agroalimentaire local qui profiterait avant tout aux paysans et à l'économie locale. Ceux-ci sont les maillons nécessaires à l'émergence d'une industrie agroalimentaire locale et nationale bénéfique aux paysans. C'est donc eux qui gagneraient à être au centre des politiques des Etats. Comme le souligne le producteur de Vin-Casse, « *L'Etat devrait aider à la transformation de l'agriculture, c'est ce qui donne de l'emploi. Comme il ne le fait pas, c'est le CAB et ce sont des ONG qui nous aident* ». Il a lui-même plaidé plusieurs fois, sans succès, auprès de la province (Sud-Kivu) pour qu'elle assume ses responsabilités¹⁹.

Des solutions structurelles aux niveaux national et international

Malgré le côté positif indéniable de tels projets et initiatives, il ne faut pas pour autant occulter l'effet limité (géographiquement et quantitativement) de ceux-ci. Il s'agit en réalité d'« îlots de réussite », réussite qui est elle aussi toute relative vu les problèmes auxquels doivent faire face ces acteurs au quotidien. Pour ne prendre qu'un exemple, le succès de l'initiative portée par les producteurs de DAKA ne change rien au fait qu'ils soient toujours tributaires d'acteurs extérieurs pour la fixation des prix de leurs récoltes. Les augmentations de production qu'ils connaissent ne leur permettent pas d'éviter la période de soudure entre les deux saisons. Par ailleurs, des agriculteurs exerçant dans le voisinage ont été séduits par l'utilisation de la fumure organique, mais n'ont pas les moyens d'acquérir une vache nécessaire à sa production. La durabilité de ces alternatives ne se fera donc qu'au prix d'un encadrement et d'un appui réels de l'Etat. Plusieurs recommandations peuvent être formulées. Celles-ci s'articulent autour de trois grands enjeux : l'appui à l'agriculture paysanne, l'intensification agroécologique, et la souveraineté alimentaire.

L'appui à l'agriculture paysanne

Pour éviter que les alternatives ne demeurent des « voies de garage », il est important de soutenir l'agriculture paysanne et l'intensification agroécologique. L'« intensification » agroécologique ne se suffit pas à elle-même. Elle doit aller de pair avec un changement politique de fond. Celui-ci doit se traduire par un redéploiement de l'agriculture en fonction des besoins locaux. Le rapport de l'IAASTD²⁰ a mis en avant le fait que « *l'ouverture des marchés agricoles nationaux à la concurrence internationale peut aussi avoir des effets néfastes à long terme sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'environnement. Certains pays en développement dotés de vastes secteurs d'exportation ont pu accroître leur PIB global, bien que leurs petites exploitations agricoles, dans de nombreux cas, aient plutôt été pénalisées. L'agriculture paysanne dans les pays en développement les plus pauvres est la perdante nette de la plupart des scénarios de libéralisation des échanges* »²¹.



Concernant les acteurs, la question est toujours la même : à qui profitent ces politiques de développement : à la plupart des paysans et des paysannes ou à des acteurs nationaux et multinationaux ayant déjà une place de choix dans le paysage de l'agro-alimentaire régional et international ? À des investisseurs privés nationaux ou internationaux qui possèdent déjà du « capital » en abondance ? Comme le dit Olivier De Schutter²², « *l'agriculture contractuelle encourage rarement les agriculteurs à remonter les étapes de la chaîne de valeur et à intégrer les processus de transformation, de conditionnement et de commercialisation de leurs produits* »²³. Dans le meilleur des cas, les paysans se retrouvent donc dépendants d'un acteur étranger dont l'intérêt principal est souvent réduit à celui de ses actionnaires (le profit à court-terme) et n'ont d'autre perspective que de fournir des matières premières à des entreprises dont ils achèteront les produits transformés. Avec la promotion d'un modèle agricole porté par les acteurs de l'agrobusiness, c'est la répartition internationale du travail héritée du temps des colonies, renforcée par des années de « développement » et de « coopération économique », qui serait donc perpétuée à l'échelle d'un système alimentaire.

L'Etat devrait être en mesure de jouer son rôle face aux enjeux qui s'imposent à lui (réduction de la pauvreté, changement climatique, crises économiques, ...) et, avec l'appui des mouvements et des organisations paysannes et des acteurs de la société civile, mettre en place un

véritable « auto-développement », durable et résilient. Ce sont en effet les conditions d'un développement bénéficiant à la majorité de la population et non à une minorité nationale déjà favorisée et à une « oligarchie » de multinationales de l'agrobusiness.

Olivier De Schutter met en avant trois autres modèles économiques²⁴ (parmi d'autres) dont les agriculteurs pourraient grandement bénéficier : des entreprises dirigées par des agriculteurs, des coentreprises et la vente directe du producteur au consommateur, qui semble être une alternative la plus prometteuse.

Plutôt que de se concentrer sur les investissements étrangers ou sur les projets à grande échelle promus par des investisseurs nationaux, c'est l'investissement des agriculteurs et ceux d'acteurs locaux qu'il faut soutenir et dont il faut sécuriser l'accès au marché. « *Les petits agriculteurs, les bergers, et les pêcheurs produisant pour la consommation locale seront les premiers bénéficiaires du renforcement des marchés locaux et régionaux en facilitant leur accès aux acheteurs locaux, notamment les consommateurs des zones urbaines* »²⁵. À terme, cette dynamique peut déboucher sur la constitution d'un mouvement paysan fort doublé d'une classe entrepreneuriale locale et nationale dirigeant des PME de l'agroalimentaire à destination du marché local, national et régional, seul système alimentaire capable d'assurer durablement la sécurité alimentaire des populations ainsi que leur développement économique.

RECOMMANDATIONS

- ☞ Les différents acteurs en présence (qu'ils soient ou non impliqués dans des projets de développement) devraient appuyer les Etats partenaires et les acteurs sociaux locaux (syndicats, mouvements, coopératives, ONG locales, ...) afin de permettre l'émergence d'un secteur agroalimentaire national – durable tant sur le plan social et économique que sur le plan écologique – bâti sur les initiatives portées par la paysannerie et les groupements qu'elle constitue (associations, ONG, coopératives, ASBL, ...) et capable d'assurer la sécurité alimentaire. Dans ce cadre, il s'agit de veiller à une participation effective des femmes dans la gestion financière de la production agricole et de sa commercialisation.
- ☞ L'appui à la constitution et au développement d'organisations paysannes devrait être renforcé afin qu'elles puissent participer

activement à la définition des politiques agricoles, alimentaires et commerciales de leur pays.

- ☞ Toute entreprise étrangère ayant la volonté de s'implanter dans un pays en proie à des problèmes de sécurité alimentaire devrait respecter certaines conditions fixées au préalable par l'Etat. Les investissements par exemple ne doivent porter préjudice ni aux populations paysannes (déplacements, privation de terres et de ressources aquifères) ni à la sécurité alimentaire du pays (déforestation, transformations d'étendues arables dont la production était destinée auparavant au marché alimentaire local en terres dont la production est vouée à l'export, ...) Afin de vérifier le respect de ces conditions, des études d'impacts devraient être réalisées au préalable.



Une intensification agroécologique

Pour les partenaires d'entraide et de fraternité, c'est bien une « intensification » agroécologique au service de l'agriculture paysanne qu'il faut promouvoir et non une « révolution verte ». Il s'agit d'encourager, d'améliorer et d'organiser l'échange des techniques agricoles « agro-écologiques » qui permettent d'entretenir les sols, de les enrichir, de produire des aliments sains. Le mieux est de ne pas dépendre outre mesure d'intrants (semences et engrais) issus pour grande partie de ressources finies (principalement du pétrole) aux effets négatifs pour l'environnement et détenus par une poignée d'acteurs multinationaux.

Quant aux intrants proposés dans le cadre de la révolution verte, ils ne sont pas la panacée. Au contraire, les semences indigènes et la reproduction fermière des semences existent et ont de multiples avantages à faire valoir. La FAO elle-même reconnaît qu'il y a peu qu'« une grande diversité des espèces cultivées permet, comparativement aux semences industrielles, une bien meilleure résistance aux parasites et maladies, une capacité d'innovation et une réactivité technique face aux évolutions climatiques ou économiques ; et in fine une amélioration de la sécurité alimentaire locale. Par ailleurs elle reconnaît l'importance de faciliter la gestion et la conservation in situ de ces varié-

tés (c'est-à-dire dans les fermes elles-mêmes), ainsi que le rôle primordial des savoirs paysans traditionnels dans le maintien de l'agro-biodiversité »²⁶.

Pour les agriculteurs, il s'agit donc de s'affirmer comme acteurs d'un développement réellement durable, qui intelligemment accompagné peut « refroidir » la planète tout en la nourrissant.

L'efficacité de l'agriculture agroécologique, est reconnue par une littérature scientifique de plus en plus importante qui souligne le fait qu'avec l'appui adéquat, celle-ci peut être aussi productive que l'agriculture industrielle, si pas plus.

RECOMMANDATIONS

- De manière à appuyer et renforcer l'agriculture paysanne, la recherche agronomique devrait être orientée vers le développement et l'amélioration de techniques agroécologiques adaptées aux conditions objectives de vie des paysans et des paysannes (réalité géographique, démographique et climatique).
- L'utilisation des pratiques agroécologiques, les échanges entre agriculteurs et entre ceux-ci et les centres de recherches agronomiques du pays devraient être favorisés, appuyés et encadrés par les divers acteurs en présence (Etat, organisations de la société civile – dont les organisations de femmes –, centre de recherches, universités, ...). Les bureaux et centres de formation agronomiques devraient être décentralisés afin de coller au plus près aux spécificités des localités et de répondre adéquatement aux besoins des paysans et paysannes (les formateurs et agronomes devraient être encouragés à employer la langue locale par exemple).
- Les différents organes de coopération au développement devraient privilégier l'augmentation de la productivité par la promotion de techniques agroécologiques aisément réappropriables/maitrisables par les paysans et les paysannes, l'aide et la formation (au lieu d'aligner leurs programmes sur des programmes de type « révolution verte » : privatisation de la filière semence, incitation à l'utilisation de techniques agricoles non écologiques, développement d'une demande en intrants par la mise en place de réseaux d'« agrodealers », ...).
- La coopération belge devrait par ailleurs encourager la mise en place de programmes économiques qui bénéficient à court, moyen et long terme aux populations défavorisées. Une telle coopération n'est pas compatible avec des enjeux commerciaux issus du secteur privé et bénéficiant essentiellement à celui-ci.



Un appui étatique aux stratégies de souveraineté alimentaire

A l'heure où le pétrole se raréfie, où la volatilité des prix touche les matières premières agricoles et où le réchauffement climatique sévit, plus qu'une alternative au modèle agricole, n'est-ce pas plutôt une alternative au système alimentaire actuel qu'il s'agit d'envisager ? L'instauration d'un système alimentaire local et régional résilient²⁷. Cela passe par la production et l'échange, au niveau local, des biens de première nécessité. En effet, « l'importance exagérée accordée aux produits agricoles d'exportation dans nombre de pays en développement est susceptible d'entraîner des conséquences néfastes, pou-

sant ces pays à dépendre d'un nombre limité de matières exportées, les rendant éminemment vulnérables aux chocs des prix en qualité d'importateurs de nourriture»²⁸. La solution ne consiste donc pas en une augmentation des exportations pour compenser le volume importé d'alimentation mais bien en une réduction de la dépendance aux marchés externes, augmentant de la sorte la résilience du système alimentaire national.

RECOMMANDATIONS

Une politique tournée vers la réalisation d'une souveraineté alimentaire devrait :

- ☛ Garantir que les produits alimentaires importés n'entrent pas en concurrence avec la production locale (par exemple par l'application de taxes douanières),
- ☛ Assurer des débouchés locaux (en milieu rural et urbain) et nationaux aux producteurs et/ou aux organisations de producteurs (programmes d'alimentation scolaire, aide alimentaire, centrales d'achats, ...) et leurs assurer un prix d'achat correct,
- ☛ Investir dans les infrastructures (centres de collecte et de vente de produits locaux, infrastructures de stockage, réhabilitation/création de routes et de pistes, ...) et garantir un accès égal à celles-ci pour les femmes et les hommes,

- ☛ Mettre en place des crédits agricoles gérés par l'Etat ou ses institutions qui, tout en respectant certains critères de rentabilité, pourraient intervenir auprès des groupements d'agriculteurs afin de leur fournir des prêts aux taux de remboursements quasi nuls. Comme l'indique le responsable de Vin-Casse, Il n'y a pas que les « mécanismes de marchés » comme option envisageable. Ces prêts pourraient par exemple se faire par la mise en place d'un budget de base alloué dans un premier temps à une sélection de projets et qui, au fur et à mesure des remboursements, serait alloué à de nouvelles initiatives (un fonds rotatif étatique en quelque sorte). L'accès à ces crédits devrait être égal pour les hommes et les femmes.
- ☛ Créer des normes et labels nationaux et régionaux facilement atteignables par les producteurs et entreprises locales afin qu'ils puissent alimenter le marché local/national.



- ¹ Dans le cadre de ce texte, seule la province du Sud Kivu sera prise en compte.
- ² CNCN-11.11.11, Rapport Rwanda 2007 in « *Rwanda, Burundi : 50 ans de l'indépendance ! Etats des lieux et défis – quelle cohérence pour nos politiques* » (2012)
- ³ <http://agra.ichameleon.com/where-we-work/rwanda/>
- ⁴ Interview avec Patient Patient Bagenda (CAB), réalisé à Bukavu le 15/05/2012
- ⁵ Ibidem.
- ⁶ Patient Bagenda, « La sécurité alimentaire, un droit ! » in *Karibu* n°145 (avril, mai, juin 2012), p.6
- ⁷ Ibidem. p.8
- ⁸ Interview réalisée à Bukavu, le 15/05/2012
- ⁹ Interview avec un membre de l'API, à Bujumbura, le 10/05/2012
- ¹⁰ La position des acteurs sur le terrain est rarement de l'ordre du « tout noir » ou « tout blanc ». Le parti pris ici est de mettre en avant deux positions antagonistes afin de créer un classement intelligible.
- ¹¹ Interview avec un membre d'une organisation de la société civile du Burundi, réalisée à Bujumbura le 12/05/2012
- ¹² Interview avec un chercheur en agronomie réalisée à Bukavu le 15/05/2012
- ¹³ Interview réalisée à Bujumbura le 10/05/2012
- ¹⁴ Référence à la zaïrianisation
- ¹⁵ Membre d'une ASBL mettant en place des projets FIDA/BM/FAO
- ¹⁶ Interview réalisée à Bujumbura le 12/05/2012
- ¹⁷ Notons que ce discours s'inscrit donc dans un contexte géographique et démographique radicalement différent de celui du Burundi, du Rwanda ou même de la province du Sud-Kivu prise individuellement.
- ¹⁸ http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_fr.pdf
- ¹⁹ Selon lui, si elle mettait 500 000 \$ sur la table, elle pourrait financer 100 projets de petite transformation à un taux de 0% et appuyer d'autres projets avec le remboursement de ces premiers prêts.
- ²⁰ Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD) : résumé général à l'intention des décideurs
http://www.agassessment.org/docs/global_sdm_050508_french.pdf
- ²¹ Ibidem.
- ²² Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le Droit à l'alimentation
- ²³ OLIVIER DE SCHUTTER, « *Des chaînes de valeurs plus équitables: les modèles alternatifs qui soutiennent le droit à l'alimentation* », Rapport présenté à la 66^{ème} Assemblée Générale de l'ONU [A/66/262], p.18
http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/contract%20farming_fr.pdf
- ²⁴ Ibidem.
- ²⁵ OLIVIER DE SCHUTTER, « *Des chaînes de valeurs plus équitables: les modèles alternatifs qui soutiennent le droit à l'alimentation* », Rapport présenté à la 66^{ème} Assemblée Générale de l'ONU [A/66/262], p.18
- ²⁶ AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT, « *La FAO reconnaît enfin le rôle de la biodiversité cultivée dans la lutte contre la faim dans le monde* » (communiqué de presse), Octobre 2010
http://www.semencespaysannes.org/fao_reconnait_enfin_role_biodiversite_cultive_115-actu_109.php
- ²⁷ Capacité d'un système à résister et à absorber une perturbation (crise, chocs) et à se réorganiser tout en évoluant de sorte à conserver une fonction, une structure, une identité et des réactions essentiellement identiques.
- ²⁸ OLIVIER DE SCHUTTER, « *Des chaînes de valeurs plus équitables: les modèles alternatifs qui soutiennent le droit à l'alimentation* », Rapport présenté à la 66^{ème} Assemblée Générale de l'ONU [A/66/262], p.18





Agrobusiness au Guatemala

Impacts sur l'agriculture paysanne, les femmes et la production alimentaire



Cet article se concentre sur l'analyse des impacts de l'agro-business, à savoir le contrôle exercé par un groupe d'acteurs sur une chaîne de production agricole et alimentaire. Au Guatemala, comme dans d'autres pays, ce contrôle est exercé par de petits groupes qui détiennent de gros capitaux et constituent des monopoles ou des oligopoles sur les marchés agricoles et alimentaires. Les conséquences pour les paysans et les paysannes sont loin d'être négligeables.

¹ Chercheur au *Colectivos de Estudios Rurales* (centre de recherches rurales) « Exim » à Guatemala City.



Dans ce texte, deux types d'agrobusiness sont distingués : d'une part, celui lié à la chaîne alimentaire et à la commercialisation des aliments destinée principalement au marché intérieur et, d'autre part, celui essentiellement destiné à l'usage industriel et à l'exportation.

L'agro-business pour le marché intérieur

La farine de blé et ses produits dérivés

Au Guatemala, trois sociétés contrôlent environ 63% du marché national de la farine de blé :

- La société Molinos Centia - issue de la fusion entre la société Molino Central de Guatemala et la société Molino Helvetia - contrôle le marché pour 32,8%. Ses capitaux sont d'origine guatémaltèque.
- La société Molinos d'El Salvador (MOLSA) contrôle 21,9% de ce marché. Ses capitaux sont d'origine salvadorienne.
- La corporation « Multi Inversiones » (Multi investissements) – regroupant notamment la société Molinos Modernos et la société Molinos de Centro America –, quant à elle, en détient 8,7%².

Ces entreprises ont bénéficié de la libéralisation douanière relative aux importations de blé en provenance des États-Unis et établie par l'Accord de libre-échange signé avec les États-Unis. En 2010, le Guatemala importait des USA pour environ 131 millions de dollars de blé. Parmi ces sociétés, certaines comme « Multi Inversiones » et MOLSA ont élargi leur stratégie de production en occupant d'autres maillons de la filière du blé par la fabrication de pâtes et de pâtisseries industrielles. Elles obtiennent ainsi une position stratégique sur le marché de ces denrées alimentaires multipliant leurs chances d'atteindre le plus grand nombre de consommateurs. Quant à la société Molino Centia, elle est la principale productrice pour la marque Walmart en Amérique Centrale. Ces trois groupes ont étendu leurs marchés aux pays d'Amérique centrale, au Mexique, aux États-Unis et aux Caraïbes.

Le maïs jaune, l'industrie avicole et les produits frits

Parmi l'ensemble des céréales de base, c'est le maïs jaune qui détient la facture d'importation la plus élevée. Il est acquis principalement pour la fabrication d'aliments pour animaux destinés à l'industrie avicole produisant œufs et viande de poulet³. Il est également utilisé par l'industrie alimentaire dans la préparation de collations et de céréales de flocons de maïs.

Si dans le reste de l'Amérique centrale, la société américaine Cargill se positionne comme la plus grande entreprise avicole, au Guatemala, ce sont deux groupes guatémaltèques (l'un des deux est guatémaltéco-cubain) qui se disputent le marché. En 2011, 100% du maïs jaune⁴ provenaient des États-Unis, les principaux fournisseurs étant les sociétés américaines Archers Daniels Midland (ADM) et Cargill⁵.

Les deux groupes qui détiennent les capitaux principaux dans l'industrie avicole contrôlent environ entre 70% et 80% du marché de la consommation nationale du poulet⁶. Il s'agit, d'une part, du groupe avicole Villalobos (société mère de la Corporation Multi Inversiones) appartenant à la famille bien connue Gutierrez Bosch, propriétaires et promoteurs des produits de la marque Pollo Rey et de la marque Pollo Campero. D'autre part, le Grupo Frigoríficos (FRISA), distributeur de la marque Lindo Pio, est une société dirigée par des familles guatémaltèques et cubaines et fondée par le cubain Domingo Mereira. C'est dans les mains de ces deux groupes que se concentrent 50% des importations de maïs jaune envisagées dans le cadre du Traité de libre échange avec les États-Unis. Ces deux géants occupent également une place importante dans la vente d'aliments pour animaux et dans celle de la viande de poulet. Quant à la corporation Multi Inversiones, elle possède également la chaîne de restaurants Pollo Campero.


Walmart (Amérique centrale et Mexique) et la commercialisation des aliments

La société Walmart a d'abord commencé par acquérir 51% des actions au sein d'une chaîne de magasins de détail centro-américaine. Plus tard, la société Walmart Mexico, attachée à la première société Walmart, acquiert 100% des actions, devenant ainsi « Walmart Mexique et Amérique centrale » et contrôlant 75% des supermarchés au Guatemala et près de 100% des supermarchés dans le reste de l'Amérique centrale⁷.



Selon Marcio Cuevas, de la société Walmart Mexique et Amérique centrale, ce sont les petits magasins de type « bon marché » (discount) qui ont le plus de succès dans la région : ils représentent 52% de l'ensemble des magasins de détail de la transnationale. Selon Cuevas, la stratégie actuelle de la société est d'étendre son action dans les zones rurales et les zones voisines de la capitale par l'installation de ces petits magasins dont la superficie ne dépasse pas 400 mètres carré. Rien que pour 2011, 43 nouveaux magasins ont été mis en place en Amérique centrale, dont 36 de type « bon marché » (discount), 6 magasins de gros et un grand supermarché.

En lien avec cette stratégie de développement de magasins « discount », un autre projet voit le jour : celui de conquérir le marché de la distribution de fruits et légumes. La stratégie consiste à acheter directement aux petits producteurs à qui Walmart destine un ensemble de programmes d'assistance technique. Afin d'être « éligibles », ces petits producteurs doivent être en mesure de s'ajuster à la « politique de bas prix », soit le prix le plus bas possible de manière à vendre un maximum de produits.



Les camions qui sont utilisés pour livrer les marchandises dans les magasins discount en zones rurales sont également utilisés pour récolter la production agricole dans ces mêmes zones. Toutefois, pour optimiser le transport, seuls sont concernés les producteurs qui ont la capacité de fournir le volume de production suffisant à remplir les camions. Si ce n'est pas le cas, l'accord est rompu ou l'achat de la production au petit producteur se fait à un coût inférieur.

Impacts de l'agrobusiness sur le marché intérieur

La première conséquence d'un contrôle de la chaîne agroalimentaire – qui comprend également l'importation des céréales de base – est la perte de l'autosuffisance en céréales de base. L'agrobusiness qui promeut ce type de mécanisme ne stimule pas la production de ces denrées par l'agriculture paysanne. La hausse des prix internationaux des denrées alimentaires se répercute sur le marché intérieur, non seulement sur les produits qui dépendent des importations, mais, de manière indirecte, sur les produits locaux. Les cas des maïs jaune et maïs blanc en sont une illustration.

Au moment de la crise de la hausse des prix internationaux de l'année 2008, l'industrie alimentaire pour animaux qui importe du maïs jaune, ne voulant pas subir une augmentation de ses coûts de production, s'est tournée vers l'achat de maïs blanc qui, lui, provenait du marché intérieur. Si la situation devait se répéter, ceci risquerait de provoquer une augmentation du prix du maïs blanc. Cela affecterait toute la population guatémaltèque, grande consommatrice de maïs blanc utilisé notamment pour la préparation de tortillas, élément fondamental du régime alimentaire guatémaltèque.

Pour ce qui concerne l'expansion de la société Walmart, les risques sont les suivants :

- Une seule entreprise contrôle la distribution de denrées alimentaires dans toute l'Amérique centrale avec pour conséquence un impact sur la population des consommateurs à cause de ce possible monopole.
- Les marchés de quartier et cantonaux existants sont substitués par les magasins Walmart.
- Le danger existe pour les petits producteurs de miser sur un « contrat » avec Walmart qui se conclue en leur défaveur s'ils ne réussissent pas à fournir les volumes de production exigés par la société à tout moment de l'année.
- Une prolétarianisation des paysans risque de se produire et ceux-ci ne seraient plus en mesure de produire pour leur propre consommation, étant trop occupés par ailleurs à la production requise en fruits et légumes.

L'agro-business pour le marché extérieur

La canne à sucre

Avec une facture d'exportation de 649,5 millions de dollars américains, soit 6,2% du total des exportations, le sucre est le quatrième produit le plus exporté du pays. L'utilisation industrielle de la canne à sucre a favorisé une augmentation significative de la production de ce produit : entre 1982 et 2003, la superficie consacrée à la production de canne à sucre a augmenté de 38% atteignant 267,299 hectares. Il existe une réelle concurrence, pour l'utilisation des terres, entre ces sociétés et les petits producteurs (de céréales de base) principalement sur la côte sud, et dans la zone connue sous le nom « bande transversale du Nord ».

Le palmier africain

Les plantations de palmiers africains croissent en moyenne de 8.000 hectares par an. En 2010, les exportations ont atteint 125,7 millions de dollars américains. Les utilisations du palmier africain vont de la fabrication d'agrocarburants à la production d'huile végétale et de farine pour produire des savons et cosmétiques⁸. Alors que les représentants de la filière affirment que les palmiers ont été uniquement plantés sur des terres sous-utilisées, les études sur l'utilisation des terres de la région indiquent qu'en 2010, 29% des terres où des palmiers africains avaient été plantés étaient des terres où des céréales de base avaient été cultivées en 2000⁹.

Impacts de l'agrobusiness sur le marché extérieur

Le déplacement de la production paysanne sur des terres moins productives est l'un des principaux impacts de cet agrobusiness. Il est à noter que, même si la canne et le palmier sont à même de « générer une plus grande richesse », la production céréalière de base procure plus de travail, comme le montre le tableau suivant :

Chiffres de l'emploi dans le cadre d'activités agro-industrielles et d'activités liées à la production de céréales de base - année 2011

Produit	Emploi permanent
Maïs	195 876
Canne à sucre	80 695
Haricots	53 511
Palmier africain	17 030

Source: Ministère de l'Agriculture du Guatemala et « El Periódico » (données pour le palmier africain)

Il faut aussi mentionner que l'huile de palme assèche les affluents d'eau et les zones humides qui constituent l'un des principaux milieux de vie de la population dans les zones rurales. Les communautés proches du lac Izabal et du fleuve de la Passion ont ainsi signalé que les résidus chimiques des plantations de palmiers à huile contaminent fortement ces deux principales sources d'eau.

Dans le pays, tant l'industrie de la canne à sucre que celle de l'huile de palme ont généré une série de conflits sociaux (protestations des travailleurs contre les entreprises d'exploitation de palmier, violente expulsion de 565 familles par les entreprises d'exploitation de la canne, ...)¹⁰

Impacts de l'agrobusiness sur la vie des femmes

Le Guatemala se caractérise par de larges écarts sociaux. Les indicateurs sociaux montrent une inégalité profonde entre la population urbaine et la population rurale et indigène. Ce sont les femmes rurales indigènes qui ont le moins accès aux services sociaux. Les taux les plus élevés d'analphabétisme et d'abandon scolaire concernent les femmes, car en cas de crise économique, ce sont les filles – plutôt que les garçons – que les familles choisissent de retirer du système scolaire.

Les paysannes indigènes ont aussi les salaires les plus bas de la population. Cette situation est due en partie à la législation en vigueur. Le Code du travail considère la femme comme une « personne aidante ou complémentaire dans les travaux agricoles ». Le salaire moyen national est de 250 dollars américains, le salaire moyen des hommes en milieu rural est de 200 dollars et celui des femmes en milieu rural est de 134 dollars¹¹.

Aujourd'hui, à la suite d'un phénomène de migration masculine nationale et internationale favorisé par l'imposition du modèle économique néolibéral, on assiste à une augmentation du nombre de femmes prenant la responsabilité de la production agricole familiale. Ce sont les sociétés d'agrobusiness, particulièrement celles responsables des monocultures d'exportation, qui encouragent la migration des hommes vers des exploitations situées dans les zones rurales éloignées de leur communauté de base, y compris vers celles situées en pays étranger comme le Mexique. En raison de la bassesse des salaires, cette nouvelle dynamique agricole créée par les monocultures d'exportation ne permet pas un niveau de vie décent minimum des familles. Elle a également un impact sur la production de denrées alimentaires, les familles étant obligées de produire sur des terres moins fertiles coûtant de plus en plus cher. L'agriculture d'autosubsistance nécessite donc plus de travail. Autrement dit, il est nécessaire d'augmenter la main-d'œuvre familiale pour se nourrir. Et ce sont les femmes qui assumeront ce surcroît de travail. Les journées de travail des femmes s'allongent toujours plus étant donné qu'elles cumulent le travail aux champs avec leur travail familial au foyer (cuisine, soin aux enfants, etc.)



L'augmentation du travail des femmes et de leur responsabilité dans la production agricole familiale ne leur permet pas nécessairement un meilleur accès à la terre. Sur 100 propriétaires fonciers, huit seulement sont des femmes. Les femmes sont rarement reconnues comme sujets ayant droit à la terre, à moins qu'elles ne la perçoivent en héritage en tant que veuves. Cette exclusion de l'accès à la terre les empêche de participer aux décisions relatives à l'utilisation des terres... d'autant plus lorsque l'agro-business influence le milieu¹² avec sa logique du « plus de gain d'argent et moins d'autosuffisance alimentaire ».

Dans les communautés rurales où se produisent les denrées alimentaires, ce sont les femmes qui participent davantage à l'organisation de la production et de la commercialisation. Par contre, dans les communautés où domine le travail dans les exploitations de palmier à huile, les femmes ne participent pas aux décisions et elles ne travaillent pas non plus dans les exploitations. Pourtant, c'est la femme qui a la responsabilité de l'alimentation de son époux, ce qui implique de cuisiner, de se déplacer jusqu'à l'exploitation pour lui apporter le repas. C'est aussi elle qui se charge de la production vivrière, s'occupe des animaux et élève et soigne les enfants. Tout ce travail n'étant pas rémunéré, elle n'a pas la possibilité de participer aux décisions relatives à l'utilisation des revenus entrant dans la famille.

Le droit à l'alimentation est la responsabilité de tous

Par le contrôle qu'il exerce sur la chaîne alimentaire, l'agro-business a un impact sur les prix des denrées alimentaires. En ce qui concerne la production orientée vers l'exportation, les impacts sont également économiques, sociaux et environnementaux. L'expansion d'un tel agro-business empêche la durabilité de l'agriculture paysanne et sa sécurité alimentaire, engendre des conflits sociaux et contamine les sols et les sources d'eau.

Par conséquent, il est urgent de repenser le modèle économique et de la production ainsi que d'envisager une évaluation des politiques commerciales (tels que les accords de libre-échange) qui ont des impacts importants dans les pays du Sud. L'objectif n'est pas de créer plus de richesse, mais des conditions de vie meilleures. Par conséquent, les activités économiques soutenues par les Etats devraient non seulement générer de la richesse, mais également garantir l'emploi et la protection des moyens de subsistance de la population.

Puisque la production d'agrocarburants est liée à l'agro-business destiné à l'exportation, il est également nécessaire que les pays du Nord découragent ce type d'investissements qui menacent la production de denrées alimentaires dans le Sud. Il est tout aussi utile de repenser la consommation d'énergie et de s'orienter vers des sources d'énergie alternative.

¹ Chercheur au Colectivos de Estudios Rurales (centre de recherches rurales) « Ixim » à Guatemala City.

² MINISTERIO DE ECONOMIA (2009), « Guatemala: Rasgos fundamentales del mercado de trigo y harina de trigo ».

³ Le maïs jaune représente à lui seul environ la moitié du coût de production de ces aliments.

⁴ Ces volumes d'importation élevés sont liés à la production nationale avicole.

⁵ Quatre entreprises dominent le marché mondial des céréales : ADM, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus, ADM étant le deuxième distributeur du monde. Ceci, selon la campagne récente CRECE d'Oxfam dans son étude « Le côté obscur du commerce mondial des céréales ».

⁶ SIGUENZA Pablo, compilador (2010), « Nuestro maíz, nuestro futuro », Instituto de Estudios Agrícolas y Rurales (IDEAR) – Coordinación de ONG y cooperativas (CONGCOOP).

⁷ Au total, 556 magasins sont répartis dans toute l'Amérique centrale (Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa Rica).

⁸ Source : « El periódico », 25/08/2011.

⁹ Données de l'Institut des études agraires et rurales (IDEAR) et de la Commission nationale des aires protégées.

¹⁰ La participation importante de ces produits dans les exportations menace l'emploi et la stabilité économique du pays. Par ailleurs, l'accroissement de la production d'un seul produit multiplie les chances d'une baisse des prix, ce qui peut avoir de forts impacts dans l'économie guatémaltèque.

¹¹ Enquête nationale sur l'emploi et les revenus en 2004.

¹² Avec ses propositions (de travail, de rachat de terres, etc.) NDT.

Traduction : Entraide et Fraternité



PAYSANNES, COMMERCE INTERNATIONAL ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Les paysannes guatémaltèques ne sont pas les seules à vivre au quotidien les conséquences néfastes de la libéralisation des échanges et de l'avènement de l'agro-business. Partout dans le monde, les paysannes paient le prix fort. Face à ce phénomène, les mouvements et organisations de femmes du Nord et du Sud analysent, identifient des enjeux spécifiques en matière d'égalité des sexes et élaborent des recommandations politiques. Le Monde selon les Femmes, ONG partenaire Nord d'Entraide et Fraternité, a publié en 2011 un plaidoyer pour le genre dans l'agriculture et la souveraineté alimentaire¹ dont voici quelques extraits.

Préambule

Les conséquences des nouvelles formes de privatisation des terres sont de plus en plus marquées en termes de vulnérabilité, de marginalisation ou d'exclusion de certaines personnes, en particulier les femmes. En effet, la concentration des terres vise une agriculture industrielle ce qui a pour conséquence une diminution des terres disponibles pour l'agriculture familiale, notamment les productions vivrières, généralement aux mains des femmes et à la base de l'alimentation familiale². Les femmes sont acculées à chercher des terres lointaines, ce qui accroît leurs charges et parfois, les place dans des situations de risques (violences, viols).



Les femmes responsables de la biodiversité et notamment du maintien des semences et des plantes médicinales ont de moins en moins d'espace pour ce type de production.

La privatisation des services publics rend difficile l'accès des femmes les plus pauvres aux services de base et augmente leur temps consacré à l'éducation des enfants, à obtenir de l'eau, à accéder à des soins médicaux ou à prendre soin des personnes malades, etc.

Recommandation en direction de l'Union Européenne

- Examiner et réorienter les politiques agricoles et alimentaires afin qu'elles défendent une agriculture familiale durable et prennent en compte les intérêts particuliers de femmes dans l'exploitation familiale, qui n'est pas un tout homogène.

Recommandations en direction de la coopération belge au développement

En matière de pouvoir d'accès et contrôle des ressources,

- Diffuser les écotechnologies auprès des femmes et leur en assurer l'accès et le contrôle ;
- Assurer la place des femmes tout au long de la filière agro-écologique afin qu'elles bénéficient des ressources générées et aient accès au pouvoir de décision aux différentes étapes de la production.

En matière de formation et recherches sur l'agriculture,

- Prendre en considération les rôles spécifiques des hommes et des femmes dans l'agriculture et s'assurer de la prise en compte des besoins spécifiques liés au genre (violence, accès et contrôle des ressources, accès aux aliments, identification des discriminations alimentaires, répartition de la diète alimentaire au sein de la famille, ...)
- Définir des indicateurs alternatifs de productivité en valorisant le savoir-faire des paysannes en agroforesterie, dans les cultures associées et la culture multi-étage, afin de mettre en évidence la richesse des productions autres que la monoculture (ces savoirs faire sont devenus majoritairement féminins) ;

¹ *Le Monde selon les Femmes (2011), Plaidoyer pour le genre dans l'agriculture et la souveraineté alimentaire, Coll. Recherche et plaidoyer N°10, Bruxelles. Voir aussi www.monde-femmes.org*



En matière d'empowerment des populations,

- Veiller à la protection des savoirs traditionnels des hommes et des femmes concernant l'agriculture, les plantes et les remèdes, mais également à la protection des semences et leur propriété intellectuelle (accaparement des savoirs par le biais de brevets de multinationales pharmaceutiques sur les plantes et semences utilisées par les communautés).
- Assurer un environnement de sécurité physique pour permettre aux femmes d'assumer leurs fonctions en tant que productrices, gestionnaires, transformatrices, commerçantes ;
- Soutenir des campagnes de sensibilisation qui encouragent le développement des techniques d'allègement des tâches et encourager la répartition égale des tâches entre les hommes et les femmes, entre les garçons et les filles.



² Les femmes produisent 60 à 80% des aliments dans les pays du Sud et sont responsables de la moitié de la production alimentaire mondiale (FAO, 2009). Par leur rôle socio-culturel, les femmes sont responsables des cultures vivrières, de l'approvisionnement en eau et/ou de la collecte de plantes médicinales. Ce sont également elles qui préparent les repas et cherchent à équilibrer la diète alimentaire de la famille.



La nécessité d'un nouveau paradigme

Les politiques alliant néolibéralisme, révolution verte et agrobusiness continuent d'incarner un paradigme spécifique du développement de l'humanité : celui d'une globalisation économique et culturelle « heureuse », profitant à tous et à toutes, car basée sur la confiance dans le Marché et les progrès techniques et de communication.

Pourtant, les richesses produites continuent à être redistribuées de façon injuste, la pauvreté et la faim régressent peu, les droits humains ne sont pas respectés et l'environnement est de moins en moins préservé. Terrible est le constat de l'échec d'un modèle s'étant fait loi.

Pourquoi dès lors poursuivre cet entêtement à lutter contre la pauvreté en promouvant un modèle fondateur d'inégalités ? Pourquoi persister à encourager un modèle agricole qui reproduit ces inégalités sous couvert de l'impérieuse nécessité de nourrir le monde en 2050 alors que nous produisons suffisamment pour nourrir la population mondiale actuelle ? A qui ce modèle profite-t-il ?

Un changement de paradigme pourrait nous sortir d'une idéologie et d'un système permettant encore de telles aberrations.

Le devenir de nos sociétés exige réflexion critique, débats et pratiques sur le terrain au Nord et au Sud. C'est ensemble qu'il s'agit d'envisager un changement radical des politiques socio-économiques et culturelles configurant la marche globalisée actuelle de nos sociétés.

Déconstruisons, informons, indignons-nous et ensuite, avec patience, unissons nos voix, nos idées et nos pratiques afin qu'ensemble nous entreprenions le chemin de la transition vers un nouveau paradigme basé sur des valeurs et des pratiques éthiques de respect et de justice pour tous et toutes.





Depuis plusieurs décennies, les politiques néolibérales et les dérégulations qu'elles entraînent dans le système alimentaire ne sont pas sans conséquence sur l'agriculture paysanne. Les multinationales de l'agrobusiness montent en puissance et s'appuient sur ce contexte idéologique favorable afin de s'approprier un rôle d'acteur de développement.

Cette implication croissante des acteurs de l'agrobusiness dans la définition et la mise en place de projets de développement est analysée à travers l'exemple de la révolution verte africaine. Quelles sont les implications de telles politiques dans la région de l'Afrique des grands lacs ? Au Guatemala ? Quelles alternatives sont portées par la société civile ?

Préfacé par José Bové et Marc Dufumier, ce document d'analyse politique, riche d'analyses et de témoignages, est le résultat d'une collaboration entre chercheurs et activistes du Nord et du Sud.